



**Séminaire international
La Russie européenne**

**International Conference
European Russia
Россия и Европа**

**Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation
Université du Littoral Côte d'Opale**

Dunkerque France

14-15-16 Décembre, 2006

December 14-15-16, 2006

<http://rii.univ-littoral.fr>

Bâtiment des sciences humaines

Centre de DARSEES

189 B avenue Maurice Schuman – 59140 Dunkerque

Résumés

Jeudi 14 décembre 2006

9 heures 30 – 12 heures séance plénière : Dunkerque et la Russie : culture, histoire et politique

Natalia Platel ULCO, La Russie européenne, les grandes tendances économiques et sociales depuis les années 1990 / The european Russia, main trends since 1990's

Cette communication a pour objectif de faire un bilan général de l'économie russe. Quelles sont les potentialités de développement de ce pays continent ? Quels sont ces problèmes majeurs ? En dépit d'un taux de croissance économique de près de 7% par an, le taux de chômage reste élevé, environ 8%. De plus, une grande partie de la population russe vit en dessous du seuil de pauvreté.

Michel TOMASEK ULCO : France/Russie : Dunkerque, un carrefour historique / France/Russia : an historical crossroad

La présence de Russes dans les troupes ayant assiégé Dunkerque en 1646 reste controversée, l'imprécision des appellations de l'époque (Polonais, Ukrainiens, Cosaques...), les modes de recrutement de ces troupes ne permettant que rarement d'avoir des certitudes sur leurs origines exactes.

En revanche, les quelques jours passés à Dunkerque par Pierre le Grand en 1717 sont bien documentés et inaugureront des relations plus ou moins intenses mais permanentes entre la France et la Russie, transitant en partie par ce lieu de passage naturel qu'est le port de Dunkerque, dont la situation septentrionale justifie les rapports avec la zone baltique.

Outre le transit commercial évoqué dans les interventions ultérieures, l'embarquement et le débarquement de chefs d'Etat à Dunkerque, dans le cadre du rapprochement franco-russe de la fin du XIXe et début du XXe, vont constituer des événements forts de la vie locale : Faure (1897), Nicolas II (1901), Poincaré (1914)... et y laisseront un certain nombre de traces patrimoniales et iconographiques présentées sommairement dans cette communication.

Maria VITALI-VOLANT, Lab. RII/ULCO

Un aventurier des Lumières à Saint Petersburg : Giacomo Casanova, son masque et son rôle social / An adventurer of the Enlightenment, his mask and his social role

Giacomo Casanova a quarante ans. Il est à mi-chemin de son existence turbulente. Il fête son anniversaire à Saint Pétersbourg où il est arrivé durant l'hiver 1764. Il a lu les Lettres persanes et la Russie pour lui symbolise l'Orient, le continent inconnu au grand voyageur . C'est son avant-dernière chance de réussir à la cour d'un monarque éclairé, à la lisière du monde civilisé. Ici commence le chemin du retour, le déclin.

En Russie, Catherine II a fait assassiner son mari par ses officiers et est devenue tsarine de toutes les Russies. Elle voit de mauvais œil ceux qui viennent en Russie de leur propre gré. Il faut se faire inviter par des diplomates – ou encore se procurer la recommandation du correspondant de Catherine II, Frédéric Melchior Grimm, intermédiaire entre la Russie et l'Occident. Mais qu'est-ce qui oblige un aventurier à aller en Russie ? Dans la mythologie du XVIII^e siècle, c'est un pays pauvre et barbare qui dirigent des seigneurs et des souverains riches et éclairés. On peut donc y faire fortune rapidement. La Russie apparaît comme le pays de toutes les aventures possibles, de tous les déguisements. Un décor du « grand théâtre du monde » où changer de rôle ou de masque pouvait concrétiser le rêve de réussite sociale des chevaliers de fortune des Lumières. Mais l'impératrice veut réformer son immense pays et demande à ses sujets « L'exécution exacte et non apparente de leurs devoirs, l'aversion pour une vie oisive passée dans la débauche et d'autres vices destructifs des mœurs » .

Catherine II, suivant les principes économiques des physiocrates, considère l'agriculture comme la source essentielle de la richesse. Elle écrit dans le Nakaz que « non seulement la Russie n'est pas encore peuplée, mais elle possède encore des pays très vastes qui ne sont ni habités ni cultivés » . En 1762 et 1763, l'impératrice publie plusieurs décrets, visant à attirer les étrangers. Parmi eux, la tsarine préfère les Philosophes comme Diderot, Beccaria Voltaire, Mercier de la Rivière, Sénac de Meilhan qui y trouvent un champ immense pour la mise en pratique de leurs doctrines et projets. Malheureusement le despotisme impérial était loin des doctrines de Montesquieu et le rêve de Russie s'avère être un échec pour les hommes des Lumières, ainsi que pour les aventuriers comme Casanova. Dans ses mémoires, le récit de Russie est parmi les plus véridiques de cette grande fresque littéraire. Le fameux séducteur échoue dans le pays où les femmes gouvernent. Casanova souligne que les femmes en Russie dirigent l'Etat, l'Eglise et l'Académie, mais il faut les dominer avec la violence, ou les acheter comme il fait avec l'adolescente Zaire -baptisée ainsi en honneur de Voltaire - qu'il achète pour cents roubles et revend à l'ancien architecte Italien Rinaldi. En 1765, Casanova aspire au titre de favori de l'impératrice mais ses causeries savantes avec elle ruinent ses prétentions car Catherine II n'aimait que les esprits pratiques. Le fabuleux projet de l'élevage des vers à soie à Saratov que Casanova propose à la cour est encore un miroir du rêve de l'éternel aventurier qui ne veut pas accepter la réalité transformant la vie en littérature

Alban GOGUEL D'ALLONDANS, Lab.RII/ULCO

Le Paris russe des arts plastiques et les avant-gardes de Montparnasse / The Russian Paris of Visual Arts and « avant-gardes » in Montparnasse

La contribution a pour thématique les parcours biographiques et stylistiques des artistes d'origine russe qui ont travaillé en France dans les années 1910-1950. Ce champ trop vaste ne permet pas de tous les mentionner individuellement, même les plus novateurs, mais plutôt de poser, compte tenu des lacunes documentaires historiques et de la dispersion géographique des sources, une problématique globalisante afin de dégager des lignes de force à travers les manières, les styles, et les orientations contrastées et d'inspirations diverses que les peintres russes, continuateurs de la tradition slave, ont apporté à la vie culturelle et artistique parisienne. Tous ces artistes, parisiens d'adoption, ont renouvelé une façon de voir des artistes de ce que l'histoire de l'art qualifie 'd'Ecole de Paris'. Cela en osmose avec une richesse exceptionnelle des orientations, lesquelles reflètent 'dans une certaine mesure le caractère des processus artistiques dans le milieu des émigrés comme dans l'art français de cette époque'. (Evguénia Pétrova, 'Regards pétersbourgeois sur le 'Paris russe'', 2004)

Un simple regard sur les œuvres réalisées durant la période de référence, fait comprendre que les recherches artistiques sont multiples, que les courants esthétiques se répondent ou se contredisent, se croisent ou se chevauchent. En trait général, les artistes russes, au départ influencés par les avant-gardes occidentales, évoluent constamment, et font preuve dans l'ensemble d'une grande liberté d'inspiration.

La découverte de ces courants avant-gardistes guide leurs créations. L'expérimentation devient le mot d'ordre de cette étonnante période de fièvre créatrice exceptionnelle. Rétrospectivement, on ne peut qu'être séduit par ce tourbillon imaginatif rendu possible par l'ouverture à toutes les nouveautés et influences de cette époque foisonnante. Ce qui retient l'attention est l'apparition de nombreux mouvements, cela sur un temps relativement court (resserré entre 1906 à 1930) : néo-impressionnisme, cubisme, futurisme, rayonnisme, suprématisme, constructivisme, etc. Le recul est aujourd'hui suffisant pour retrouver courants et écoles auxquels ont adhéré des artistes russes, lesquels s'insèrent dans les grands courants mondiaux artistiques du XX^e siècle.

Nadezda GOLIK, Université de SAINT PETERSBURG

La modernisation sans les Lumières / Angus in herba: modernization without enlightenment

1. One can name two sources of the origin of the term «modernity»: the concept of the heliocentric picture of the world together with natural sciences and the enlightenment with its idea of man as an autonomous moral individual. Both of them got lightly interwoven during the industrial revolution of the XIXth century. Yet everything is different in the history of Russia.

2. The first attempt of modernization was made by Peter I. It was rather his ambition to impose the idea on the immature society which was to absorb the western knowledge and experience. Peter's reforms became «modernization without enlightenment» (G. H. von Wright) and resulted in what O. Spengler called historical pseudomorphosis.

3. In geology, the term «pseudomorphosis» means the formation of crystal false forms, whose «internal structure contradicts the external texture». According to Von Wright, historical pseudomorphosis means «a superposition of imported layers of cultural achievements on local forms of religious and social life, which is at odds with their natural developmental capacities and with the search of self-understanding or identity. As applied to Russia, von Wright noted the prematurity of her westernization.

4. In the early XX century modernization according to Bolsheviks happened. It was Marxism – Leninism, which had been planted in the minds of the society, that became its ideological foundation. Science and technology are declared to be essential driving force, while moral autonomy of an individual and western liberal democracy are rejected. Again that was modernization without enlightenment

5. The current stage of modernization started by M. Gorbatchev, represents another turn of pseudomorphosis. «Praying» for America, partaking of « the North American period of history dramatically changes our life's principles which was the case of Christianity that had won over the principles of ancient world» / H. Keyserling./. Isn't it Russia's fate to be doomed to pseudomorphosis?

14 heures 30 à 18 heures – Ateliers (workshops)

Atelier 1 : Le capitalisme russe questionné/ The Russian capitalism in questions

Modérateur : Evguénia Madelaine

Sophie BOUTILLIER, Lab.RII/ULCO

Nature et imperfections de l'économie de marché en Russie, acteurs et institutions / Nature and imperfections of the market economy in Russia, actors and institutions

Depuis des années 1990, la Russie a entrepris un ensemble de réformes économiques, politiques et sociales, visant à faciliter la transition du socialisme vers le capitalisme. Tout comme la Chine, qui contrairement à la Russie reste administrée par le Parti communiste, la Russie est devenue une économie capitaliste. Ce constat fait, notre intervention s'articulera à partir de deux idées majeures.

Il s'agit dans un premier temps de revenir sur les auteurs fondamentaux, tels Marx, Schumpeter et Galbraith, qui avaient abordé la question inverse, celle du passage du capitalisme au socialisme. Ce processus d'évolution était à la fois économique (socialisation de la production, montée en puissance des grandes entreprises, révolution managériale, développement du salariat) et politique (réforme constitutionnelle, remise en question de la démocratie parlementaire). En tant qu'économiste, nous n'aborderons cette question que sous l'angle économique. Comment devait s'opérer le passage du capitalisme au socialisme ? Quelles étaient les thèses défendues par ces trois auteurs de références ? Cette réflexion doit aboutir à une analyse critique du processus que l'on nomme aujourd'hui « transition ».

Dans un second temps, notre attention se portera sur la nature du capitalisme russe contemporain, considérant qu'il existe différentes formes de capitalisme, selon le rôle respectif de l'Etat et du marché, comme le schématise le tableau ci-dessous. Nous accorderons également une attention toute particulière aux inégalités sociales, et plus particulièrement à ces « nouveaux riches » recensés par le magazine américain Fortune :

Caractéristiques majeures	Le capitalisme russe
Concurrence et régulation des marchés	Importance de la concurrence par les prix comme par les quantités La place des firmes et de l'investissement étranger Importance des grandes entreprises
Rapport salarial et norme de consommation des ménages	Protection de l'emploi dans la grande firme Flexibilité du marché du travail DUALISME DU MARCHE DU TRAVAIL Faible productivité du travail : l'industrie chinoise est très intensive en travail. A la fin des Norme de consommation des ménages Mécontentement social
Système financier	Protection faible des actionnaires et modalité de gouvernance Transformation du système bancaire Importance du système bancaire dans le financement des entreprises au détriment des marchés financiers Ouverture récente des marchés financiers : un rôle marginal et mal défini Degré de concentration bancaire
Entreprises, propriété privée et modalités de gouvernance	Reconnaissance progressive de la propriété privée Evolution des statuts juridiques des entreprises
Protection sociale et Etat social	Développement des inégalités sociales L'extrême pauvreté Etat : de nouvelles recettes par l'impôt Remise en question de l'Etat social Faible part des dépenses sociales dans le PIB Crise du système des retraites
Education et système scientifique	Faible niveau de dépenses publiques Classement en termes de l'IDH Evolution des dépenses de recherche-développement Faiblesse de l'enseignement supérieur Inégalité dans l'accès à l'enseignement.

Eric MANDRARA Thosoun, Lab.RII, Université d'Antananarivo

L'expérience de l'URSS, des analyses inachevées / The experience of the USSR, unfinished analysis

La dominance d'une théorie classique – à définir et à connaître – a faussé la représentation de l'économie de référence, « capitaliste », a désorienté l'élaboration théorique du socialisme, la

construction du socialisme, la conception et la pratique des réformes. L'économie de référence n'est pas d'abord caractérisée par le capital, mais la création monétaire, associée à un vaste système impliquant des réalités qui échappent à la connaissance classique.

Le dynamisme réalisé par l'expérience socialiste n'est pas explicable à titre principal par la planification, mais aussi d'abord par la création monétaire, dans un système qui n'avait toutefois pas mieux répondu aux enchaînements de cette nécessité.

Les régimes socialistes (ou ex) réussiraient leur transformation, à condition d'affirmer une connaissance économique exacte, non-classique. Ils entreraient alors aussi sainement dans la vie démocratique à alternances électives, qui suppose des dirigeants délivrés de la hantise que la population soit décalée de leur vérité. Le succès d'une réforme correcte des expériences socialistes obligerait à son tour le « capitalisme » à se révolutionner. Car le régime dominant arrive à mettre ses maux dans la pénombre tant que les autres tentatives de développement restent sous ses épaules.

Anne-Marie CRETENEAU, GEDES/Université de Poitiers

L'adaptation institutionnelle de la Russie post-soviétique : entre faits et théories / The institutional adaptation of the post-soviet Russia: between facts and theories

15 ans après la mise en œuvre du Consensus de Washington, l'interprétation des changements institutionnels s'avère bien plus délicate en Russie que dans les pays d'Europe centrale. Car outre ses plus faibles performances économiques, ce pays a connu des évolutions spécifiques tant dans ses institutions sociales qu'économiques, et dans leurs interrelations, produisant ainsi un mode de régulation particulier avec des perspectives économiques et sociales qui pour l'heure divergent sensiblement de celles des pays ayant intégré l'UE.

Aucune économie postsocialiste n'a connu l'émergence instantanée des institutions de marché que promettait l'« optimisme libéral » impulsé par la théorie néo-classique « standard » (dans sa version plus ou moins monétariste), et tous les pays en question ont eu à affronter des obstacles et à réorienter en conséquence leur politique de réforme pour faciliter les changements institutionnels. Partout les transformations structurelles (libéralisation, privatisations, intermédiation financière et bancaire) ont été freinées quand elles ne se sont pas révélées tout simplement purement formelles. Quant aux comportements et mentalités des agents, ils n'ont nulle part évolué comme le présupposait la stratégie d'une économie de marché fournie clés en main. Mais seule la Russie affiche ce paradoxe de disposer d'atouts certains susceptibles de constituer ensemble un mélange détonant. Et ce sont les capacités d'adaptation de la société russe qui forment l'assise des résistances aux changements institutionnels exogènes et qui fondent en même temps la spécificité de l'évolution des institutions en Russie et surtout son caractère endogène. Ceci explique d'ailleurs que la Russie soit devenue un champ d'investigation privilégié pour les « néo-institutionnalistes » en quête d'expérience inédite de changements institutionnels majeurs.

On peut s'arrêter au constat de phénomènes typiques de la transition et considérer que leur amplitude et leur persistance indiquent un retard dans « le mouvement global de transition vers l'économie de marché ». Et effectivement les phénomènes qui ressortent des évolutions macro-économiques, que traduisent la structure des échanges ou les indicateurs sociaux renforcent l'impression d'un développement entravé des institutions d'une économie de marché « pleinement élaborée » (full-fledged) ou « fonctionnant bien » (well-functioning) comme le montre l'importance du troc, des oligarques, de la corruption... Mais des difficultés comme celles de la monétisation de l'économie ou le divorce Etat-citoyens (lié à la rupture du contrat paternaliste) et les moyens mobilisés par les individus pour survivre indiqueraient plutôt une voie alternative de développement socio-économique.

Un examen plus approfondi fait en effet apparaître deux sources de difficultés pour l'interprétation des changements institutionnels en Russie, qui sont en même temps deux caractérisations importantes de la voie de développement socio-économique qui s'y est tracée. Ces deux points constituent la structure de la communication que nous proposons ici :

- La première partie porte sur les réactions de la société russe face aux chocs subis depuis la Perestroïka. S'il y a innovation institutionnelle, elle se situe hors du champ des changements

attendus par les économistes « réformateurs » (conseillers étrangers ou même locaux, organisations internationales) ; elle doit être replacée dans son contexte historique et il faut chercher à l'analyser à la lumière des thèses dites néo-institutionnalistes et régulationnistes. On présuppose alors une flexibilité institutionnelle qui invite à rompre avec l'image d'une société frappée d'immobilisme, de stagnation ou qui ferait systématiquement obstacle à tout changement.

Toutefois, et c'est la seconde source de difficulté pour l'interprétation, l'évolution des faits considérés habituellement significatifs pour juger du développement socio-économique d'un pays n'indiquent pas qu'une dynamique vertueuse de développement se soit enclenchée. Au contraire, certains phénomènes suggèreraient même une voie de « sous-développement ». Pourtant les perspectives ne sont pas si sombres, et les tendances observées depuis 1999 confirment que la société russe a su faire émerger une économie de survie « viable », même si celle-ci reste difficile à saisir avec la grille classique de l'évolution des systèmes socio-économiques. C'est ce que notre seconde partie se propose de montrer.

Ces deux parties « entre faits et théories » s'appuient en grande partie sur des sources statistiques internationales (UNICEF, BERD, Banque Mondiale) et sur la bibliographie jointe à titre indicatif.

Natalia KUZNETSOVA , Université de Saint Petersburg, Irina PEAUCELLE, CNRS

L'évolution des sciences de l'éducation en Russie / The evolution of education sciences in Russia

Pour comprendre ce qui se passe en Russie dans le domaine de l'éducation nous proposons de revoir les pages d'histoire de ce pays, de l'éducation nationale et certains ouvrages en sociologie, en psychologie et en pédagogie.

PSYCHOLOGIE ET PEDAGOGIE

L'étude des travaux de psychologues et pédagogues russes fait réfléchir sur la nature et la finalité de l'éducation. On s'aperçoit que c'est un problème épistémologique de psychologie, mais aussi sémantique. Les mots éducation et enseignement ne sont pas synonymes, car enseigner c'est apprendre et éduquer c'est faire acquérir les principes, des habitudes, former l'esprit. Dans les travaux en sociologie on trouve encore aujourd'hui la confusion entre les deux processus. Pourtant, pour accentuer la différence, les psychologues ont introduit déjà au début du 20^{ème} siècle le terme « développement », pour renforcer dans la langue russe le sens de formation de l'esprit, présent dans « éducation ». Ceci a ouvert la possibilité d'orienter la pédagogie sur la recherche du développement de la personnalité, qui, module de la société, participe dans le processus de développement de celle-ci. La question dont débattent les pédagogues russes est de savoir si l'éducation anticipe le développement ou l'accompagne et l'éduque. Dans le premier cas, l'élève est le sujet de l'éducation, ce sur quoi s'applique la réflexion dans une œuvre didactique, celui qui connaît. Dans le second cas, il est l'objet, le but et la fin de l'éducation, celui qui apprend.

Le célèbre pédagogue et écrivain K. Ouchinsky est le fondateur de ce dernier courant de pensée en Russie, exposée dans son livre au titre évocateur « L'homme comme l'objet de l'éducation. L'expérience de l'anthropologie pédagogique » (1867). L'appréciation de l'élève comme objet d'éducation va avec le point de vue libéral et l'idée de promotion sociale, mais elle réduit l'éducation à la tâche d'adapter les individus aux besoins du système productif. Dans les années 1920 apparaissent des travaux qui exposent des choix pédagogiques de formation polytechnique, au contenu, aux formes et méthodes de formation de professionnels dans les écoles, à la liaison entre l'école et la sphère productive. Basées sur ces avancées pédagogiques, sont créées des écoles d'apprentissage auprès des fabriques et des usines ainsi que des écoles pour la jeunesse des kolkhozes à la campagne.

En revanche, l'éducation développante du sujet n'est possible que dans une société où l'on ne songe pas à moduler les citoyens, à travers une formation dans un système scolaire, aux futurs besoins de l'économie. Le concept du développement humain a connu deux types d'interprétation. L'un d'eux - développement cognitif - né dans les années 1920, suppose que l'enfant doit passer dans son développement des stades strictement définis par son âge (des structures pré opérationnelles - les opérations formelles - l'intelligence formelle) avant que l'enseignement puisse exercer sur lui ses fonctions spécifiques. Pour les auteurs de cette tradition

(Piaget, Freud) le développement précède toujours l'éducation, mais l'éducation le domine, puisqu'elle l'éduque en quelque sorte.

L'autre approche apparaît au début des années 1930 dans les travaux du psychologue russe Lev Vygotsky qui avance l'idée selon laquelle l'éducation devait devancer le développement de l'enfant et l'orienter, même si le développement reste principal dans cette co-évolution. Les connaissances ne sont pas le but final de l'enseignement, mais seulement le moyen du développement des élèves. L'information sociale empruntée est codée dans des enchaînements de systèmes de signes culturels ; elle est transmise à travers les fonctionnements de diverses institutions spécifiques et l'école en est une parmi d'autres. Le signe existe ainsi hors de l'organisme humain et, comme n'importe quel autre outil créé par l'homme, il est séparé de l'individu. Langage, écriture, système de mesures, nouvelles technologies d'information et de communication etc., sont des signes. Grâce aux signes, les fonctions psychologiques de chaque individu approprient des spécificités importantes pour l'action collective : leur caractère volontaire et une intégrité de conscience.

La spécificité de la formation développante de la personnalité est reflétée dans la place qu'elle accorde aux formes auto-valorisantes de l'activité, aux aspirations résolues et émotionnelles dans l'acquisition des connaissances. Toutes les fonctions psychologiques supérieures sont des rapports sociaux intériorisés et elles constituent la structure de la personnalité (individualité morale, libre et consciente). La personnalité reste une notion dynamique. Elle subit au cours de la vie de l'individu des changements qui se traduisent par un développement, progressif ou régressif, des rapports sociaux intériorisables.¹ Les idées de Vygotsky « sont importantes pas tellement parce qu'elles qualifient la connaissance humaine comme un produit de l'histoire sociale ou parce qu'elles indiquent la manière de mener l'analyse scientifique historique, mais parce qu'elles désignent le moyen d'élargir les limites de la conscience et le moyen de créer des règles, qui résulteraient de la vie humaine en société », écrit son disciple A. Luria (1974). La spécificité de l'éducation russe découle des enseignements de Vygotsky. Ses enseignements sont importants aussi pour les économistes qui réfléchissent sur la question des sources de la croissance et de l'évolution.

La pédagogie russe et soviétique est marquée aussi par les travaux de Anton Makarenko (1936), l'auteur du concept de formation de la personnalité dans le collectif. Les relations entre les membres d'un collectif sont dotées d'après lui du sens de « dépendance responsable ». Et pour l'instruire il faut analyser la sphère des motivations de l'individu, les mécanismes de formation des qualités socialement valorisées de l'individualité et accorder une place primordiale au développement chez lui de besoins éthiquement valables, autrement dit, des besoins du collectiviste. A. Makarenko a mis en œuvre ses idées psychologiques et pédagogiques dans les centres de développement pour enfants, qu'il dirige entre 1920 et 1936. Un de ces centres fut la colonie pour mineurs à l'abandon et délinquants.

SOCIOLOGIE DE L'EDUCATION

Malgré les avancées en psychologie historique et sociale, l'éducation reste marquée par les deux logiques : développer et apprendre. On oublie facilement que le spectre de ses fonctions est plus large que la socialisation des individus (Kon, 1967), qu'il concerne aussi l'économie, les structures sociétales, l'idéologie, la culture et la politique. L'objet de la sociologie de l'éducation doit être principalement une caractérisation de ses aspects socio-systémiques et institutionnels. D'une part, la sociologie étudie l'éducation comme un système social relativement autonome avec ses propres niveaux d'organisation, imprégnés de relations sociales ; d'autre part, elle est analysée comme une institution avec des missions qu'elle doit accomplir pour une société. La sociologie doit spécifier la structure opérationnelle de l'éducation et le contenu du processus éducatif, qui permettraient l'élaboration de critères de son efficacité en termes de structures de

¹ Parmi les développements régressifs (ou inverses) de la psychologie sociale, on peut classer les phénomènes comme la mise à l'épreuve du principe de la laïcité en France et le retour du confesseur et de l'instructeur de l'église orthodoxe dans la vie quotidienne des Russes. Il nous semblait que la laïcité, dans un cas, et l'athéisme, dans l'autre, avaient pénétré depuis longtemps ces sociétés, et puis brusquement il est devenu indispensable de tout repenser et d'analyser les ruptures et les temporalités de la nouvelle spiritualité collective.

fonctionnement et en termes de contenus des programmes. Les fonctions de cette discipline ne se réduisent pas aux commandes sociales ou demandes spécifiques, ses analyses de structures ne se limitent pas à la définition de liens verticaux et la détermination de frontières entre les filières d'enseignement (primaire, professionnel et complémentaire)².

Les travaux des auteurs russes en sociologie n'apportent pas encore suffisamment de renseignements sur des points tels que la stratification sociale des connaissances, les relations institutionnalisées entre l'éducation et la famille, l'église, le pouvoir politique, la typologie sociale des systèmes éducatifs, les aspects socioculturelles, générationnels ou encore la politique d'éducation. De ce fait, il est difficile aux économistes, comme nous, d'élaborer des analyses quantitatives de co-évolution entre l'éducation et l'économie pour ce qui concerne la croissance, les inégalités ou les rationalités. Nous pouvons néanmoins nous appuyer sur des résultats de travaux des sociologues qui révèlent certains types de normes et de valeurs reconnues par la société. Ces derniers font partie de la sphère culturelle du système économique, et les bouleversements dans cette sphère définissent en fin de compte la stabilité et l'irréversibilité de tous les changements sociétaux. Certains auteurs (Levada, 2000) mettent en relief trois directions essentielles de changement de l'ordre économique, social et culturel en Russie à la fin du 20^{ème} siècle: la dénationalisation, l'ouverture de la société et l'individualisation (privatisation) des régulateurs normatifs de la vie publique. Ayant perdu presque instantanément ses normes, l'espace socioculturel de la société russe s'est avéré ouvert aux influences les plus diverses allant du Pop Art jusqu'aux religions non traditionnelles. Et pourtant, la destruction du système de contrôle étatique, normatif et centralisé de la société ne signifie pas qu'il y ait simultanément un collapsus complet des normes esthétiques, morales interpersonnelles et des modèles de comportement. La diversité des structures publiques, qui n'ont jamais été entièrement soumises au contrôle rigide centralisé, possède toujours un potentiel considérable d'auto-organisation et d'auto-réglage. L'éducation fait-elle parti de telles structures ? Nous essayerons de répondre à cette question dans la troisième section de ce texte.

Dans ce paragraphe nous évoquons des réponses aux enquêtes sociologiques sur la question qui intéresse les économistes : l'éducation est-elle toujours une valeur dans l'opinion des Russes ?

Selon un sondage de l'Institut d'opinion publique de Moscou effectué en 2001, plus de la moitié des sondés ont estimé que la formation qu'ils ont reçue était d'un bon niveau et seulement 5 % ont considéré qu'elle était mauvaise. Mais la majorité des sondés voudrait que leurs enfants et petits-enfants aient une formation plus longue et plus approfondie. Jusqu'à trois quarts des personnes interrogées, dans les études diverses effectuées entre 2000 et 2004, considèrent que pour réussir dans la vie (professionnelle et en vue de l'obtention d'un statut social) il est nécessaire d'avoir un diplôme de l'enseignement supérieur. Une part considérable, près de 10 %, pense même qu'il faut deux diplômes du Supérieur ou bien un doctorat.

Les motifs pour épargner annoncés par les citoyens illustrent également ce point. Selon les données des sondages réguliers de 2002-2003, Après l'épargne de précaution, après celle destinée aux soins médicaux, la troisième place³ est invariablement occupée par les moyens mis de côté pour satisfaire les besoins liés à l'éducation.

Concernant l'opinion sur les avantages du système d'éducation russe, 48% des sondés estiment qu'autrefois l'Union Soviétique était leader mondial dans le domaine de la formation, mais seuls 11% estiment que la Russie l'est encore aujourd'hui. Une majorité exprime l'opinion selon laquelle il est à présent devenu plus difficile, voire même impossible, de recevoir une bonne formation. L'opinion est encore plus pessimiste pour l'avenir : selon l'avis de 56% des sondés, il sera encore plus difficile de recevoir une bonne formation dans cinq ans.

« NOUVEAUTES » DANS L'ECONOMIE DE L'EDUCATION

Nous ne revenons pas ici sur les théories économiques du « capital humain » ou « facteurs de production » qui s'implantent dans les programmes scolaires ces deniers temps en Russie.

² Les sociologues Osipov et Tumalev (2004) écrivent que la division de l'éducation en cycles a prédéterminé les droits et l'avenir professionnels des millions de personnes en Russie, sans qu'on sache les vraies raisons de cette introduction. A l'heure actuelle, cette dépendance du «premier choix du passage» (pass dependence) empêche la conception de programmes d'éducation continue tout au long de la vie.

³ 20-22 % des sondés.

Regardons ce que disent à propos de l'éducation dans un travail récent, largement consensuel en sciences sociales, des économistes occidentaux non traditionnels sur l'éducation. A. Akerlof et R. Kranton réalisent en 2002 une revue de la littérature non économique à l'usage des économistes mathématiciens, en intégrant les aspects sociologiques. Les auteurs s'arrêtent sur les apports, de leur point de vue, dominants et significatifs dans la science de l'éducation, limitée à la littérature anglo-saxonne. Les variables sociales, ayant une valeur économique, qui attirent l'attention de A. Akerlof & R. Kranton sont l'identité, les catégories sociales et les idéaux scolaires. Au sens large, les modèles examinés dans l'article sont choisis parce qu'ils établissent la correspondance entre les ressources, la qualité des enseignants, par exemple, et les objectifs de l'éducation, la réduction de l'écart entre l'image que les élèves se font d'eux-mêmes et le personnage de référence que l'école leur propose par exemple. Mais, concrètement, leur modèle de référence attribue à l'école un rôle « traditionnel » dans la théorie étroitement économique. Il se résume dans les termes suivants : maximiser les compétences marchandes des étudiants. Le rapport rédigé sous la direction d'E. Cohen pour la France va dans le même sens que la tonalité de l'article de A. Akerlof et R. Kranton, car il stipule : « Le premier bénéficiaire de l'Enseignement (supérieur) est l'étudiant qui bénéficiera la vie durant d'un revenu personnel supérieur » (Cohen, 2004, p.14).

Nous relevons deux aspects contestables dans les prises de position précitées. Premièrement, nous sommes opposées à l'idée selon laquelle le rôle de l'éducation consiste à préparer les individus à bien vendre leurs compétences. Deuxièmement, le postulat d'adéquation linéaire entre le niveau du diplôme le plus élevé obtenu par l'individu et ses revenus est contraire à l'histoire et pour cette raison faux à la lumière des sciences sociales. Par exemple, en URSS, afin de résoudre le conflit entre le nécessaire et l'agréable au travail, des règles spécifiques de rémunération ont été instaurées : la rémunération était fonction de la pénibilité, de la monotonie ou de l'intérêt intellectuel du travail. C'est pourquoi, les travaux les plus désagréables, risqués, douloureux, souvent peu qualifiés étaient mieux rétribués que l'activité des artistes, médecins, chercheurs et autres professions à fort potentiel d'agrément. Nous pensons, que l'économie, l'école et la société peuvent se développer de sorte qu'une éducation prépare l'individu à l'action qui est le travail et une véritable pédagogie selon la formule de Makarenko (1936, p. 273) « démonte la mécanique du labeur humain, indique la place qui revient à la volonté, à l'amour-propre, à la honte, à la suggestion, à la crainte, à l'émulation et de quelle manière tout cela se combine avec les phénomènes qui relèvent de la conscience pure, de la conviction et la raison ». Tirant le bilan des travaux de chercheurs russes sur l'éducation nous constatons que l'aspect sociologique et institutionnel n'est pas encore traité d'une façon significativement innovante. La sociologie reste au niveau de l'observation des opinions et de leur commentaire. Les économistes de l'éducation empruntent le chemin néo-classique de leurs prédécesseurs anglo-saxons et étudient le « capital humain ». Malgré les avancées considérables en psychologie sociale, les chercheurs ne donnent pas de pronostics sur la robustesse de l'éducation russe face aux perturbations qui affectent la conscience sociale.

Christine BARTHELET, Lab.RII/ULCO, Marc BASSONI, GERSIC/Marseille II

Les médias russes aujourd'hui : entre défiance collective et pression politique. Les voies escarpées de la liberté d'informer dans une démocratie émergente / Russian media today: between collective distrust and politic pressure. The steep ways of the freedom to inform in an emergent democracy

Depuis une vingtaine d'années, l'économie du développement est en plein renouvellement doctrinal et scientifique. La chute du mur de Berlin et l'arrivée sur le devant de la scène mondiale de pays « émergents » tout droit issus de feu le bloc de l'Est ne sont bien sûr pas sans lien avec ce changement de paradigme. Loin des schémas traditionnels, déterministes et universalistes, d'obédience libérale ou d'inspiration dirigiste, l'économie du développement s'intéresse aujourd'hui plus pragmatiquement aux mécanismes complexes et multifformes qui relient les performances socio-économiques enregistrées ici ou là dans la longue durée aux dispositifs institutionnels – politiques et bureaucratiques – dont l'architecture générale fonde la « gouvernance locale ».

Selon W. Easterly et R. Levine, c'est même le « degré de développement institutionnel » d'une économie qui constitue le meilleur indicateur de sa capacité à promouvoir et à consolider son

développement économique. Sur la base d'une alchimie élaborée qui mobilise tout à la fois les mécanismes et les rouages de la vie politique locale, les superstructures juridiques et administratives, les héritages socio-culturels et les modalités de participation des citoyens à la vie collective, le développement institutionnel va de pair avec l'éradication de la corruption, la transparence des choix publics, le renforcement de la responsabilité – et donc de la légitimité – des décideurs, la cristallisation de la confiance autour du fonctionnement régulier des institutions, le développement de l'esprit civique, ...

Au sein de ce nouveau cadre conceptuel, le fonctionnement des médias revêt une dimension particulière. Dans le droit fil du rapport de la Banque mondiale « Le droit de s'exprimer, le rôle des mass media dans le développement économique » (2002), il apparaît désormais que des médias indépendants, pluriels, de qualité et dotés d'une large audience agissent positivement sur le développement économique. Leurs canaux d'influence sont, entre autres, leur action en faveur de la transparence (lutte contre la corruption, mais aussi contribution à un meilleur fonctionnement des marchés via l'offre d'une information économique fiable), leur rôle de porte-parole des citoyens auprès des décideurs (révélation des besoins fondamentaux des individus non encore satisfaits) et, enfin, leur mission « pédagogique » qui aide à bâtir des consensus ou, à défaut, de larges majorités d'opinion autour des réformes et des changements à opérer.

En tant que vecteurs et animateurs du débat public, les médias sont ainsi censés surveiller et prévenir les abus de pouvoir et aiguillonner et responsabiliser les décideurs, publics et privés. A ce titre, les libertés d'expression et de presse s'avèrent indissociables de l'efficacité et de l'équité des sociétés démocratiques « émergentes ». C'est à l'aune de cette représentation du fonctionnement des moyens d'information que nous voudrions examiner l'état présent du système médiatique russe.

Après un rapide état des lieux de la recherche en sciences de l'information et de la communication sur le thème de l'influence exercée par les médias, nous observerons successivement l'état de la presse écrite d'information, puis celui des médias audio-visuels et électroniques. Si la presse écrite semble jouir, dans sa diversité, d'une relative liberté, son audience demeure en revanche très limitée. Outre l'obstacle économique que représente le coût d'accès à la presse payante (important dans une société aussi inégalitaire que peut l'être la société russe contemporaine), c'est l'absence chronique de confiance à l'égard des médias qui continue de « plomber » durablement la diffusion des grands quotidiens. Alternativement, si les médias audio-visuels – et la télévision en particulier – semblent bénéficier d'une large audience, la liberté accordée aux rédactions et aux équipes éditoriales semble quant à elle de plus en plus virtuelle. Un vrai processus de « vassalisation » à l'égard du pouvoir politique est en effet à l'œuvre, processus qui ne fait qu'entretenir l'absence de confiance évoquée précédemment.

Au terme de cet examen de l'état présent du système médiatique russe, il conviendra d'interroger le sens de la causalité qui sous-tend la représentation économique à laquelle nous avons fait allusion. La liberté et la responsabilité des médias sont-elles des causes, ou bien des conséquences, de l'avancée de la démocratie et du renforcement de l'économie de marché ? A la lumière du cas russe, il semblerait que le « quatrième pouvoir » fasse actuellement bien pâle figure ...

Giusto BARISI, Lab.RII/ULCO,

Russie et Europe, un destin économique commun ? / Russia and Europe, a common economic destiny ?

La communication présente des analyses et des réflexions élaborées à partir de deux expériences d'expertise réalisées dans la période 1993 – 1996 sur la restructuration du secteur agro-alimentaire et sur la modernisation industrielle de deux régions russes, dans le cadre du programme TACIS de l'UE.

La faillite des politiques de développement et d'intégration internationale du tissu productif de la Russie a été trop tardivement avouée par les auteurs des recettes néolibérales appliquées sous l'égide du FMI et des institutions internationales. En effet, les acteurs de terrain constataient immédiatement les conséquences désastreuses des évolutions en cours et le manque total de perspectives crédibles de sortie de crise et le signalaient régulièrement aux autorités russes et

européennes. Qu'il s'agissait de la destruction des relations dans les tissus logistiques, productifs et distributifs en absence d'autres acteurs crédibles, de la fermeture de kolkoz et de sovkoz sans alternatives d'emploi et de services aux communautés ou de privatisations sauvages avec accumulation de « droits de propriété » par la délinquance économique, les dynamiques de la dévastation enclenchées étaient trop fortes pour être maîtrisées et réorientées au niveau local. D'autant plus qu'une bonne partie des anciens responsables politiques et de l'administration contribuaient activement à ce processus, parfois par obéissance aux directives fédérales, souvent pour ne pas être exclus des clans qui décidaient les nouveaux partages et exploitaient des opportunités nouvelles.

Mais l'absurdité des recettes de « politique économique » fédérale de la période et la persévérance dans les erreurs, poursuivies malgré les effets patents des expérimentations, nous indiquent que pour comprendre la logique des événements et donner un sens à l'histoire le seul niveau pertinent d'analyse est politique.

L'URSS avait constitué, pendant des décennies, un épouvantail pour le capitalisme occidental et une limite à sa reproduction élargie. Par ailleurs, la concurrence du modèle socialiste avait conduit les dirigeants des pays occidentaux à améliorer les conditions de vie des classes populaires dans leur pays, à développer des politiques de l'état providence, jusqu'au cycle de luttes '68-'72 et à la réaction néolibérale (les années Thatcher et Reagan) après la première crise du pétrole. Or, l'essence des politiques néolibérales a été un déplacement massif du pouvoir économique et de régulation sociétale des acteurs institutionnels et sociaux en direction des acteurs économiques les plus puissants. Dans cette dynamique, les caractéristiques du modèle socio-économique soviétique, ses points de force (l'appareil militaire-industriel, l'ingénierie spatiale, les réseaux logistiques) mais aussi le contrôle de la part d l'appareil administratif et des communautés avec certains pouvoirs d'autogestion (malgré leur efficacité insuffisante) sur le territoire, constituaient un danger potentiel pour la mondialisation néolibérale. L'intégration de la Russie dans l'économie mondiale néolibérale ne pouvait être acceptée que si le pays était réduit à s'intégrer dans le « capitalisme périphérique », en condition de dépendance des pays du centre. Alors, la « phase de transition » doit être interprétée comme une période de déconstruction du tissu socio-économique existant et de destruction des ressources (à commencer par les « ressources humaines »). Des historiens ont défini cette phase comme une période « d'accumulation primitive », où prédation et régulation par la violence ont dominé, avant l'affirmation de mécanismes d'accumulation « plus civilisés ». Mais cette définition nous semble impropre, aussi parce que l'acquis de l'accumulation primitive du début du capitalisme avait été réinvesti sur le territoire et avait développé l'activité industrielle. Dans le cas des « nouveaux riches » russes, l'exportation des capitaux (d'une façon par ailleurs cohérente avec les préceptes de la mondialisation financière néolibérale) a maintenu des proportions très élevées, les investissements industriels sont restés très faibles, ainsi que la dynamique de création de nouvelles petites entreprises industrielles.

Le néolibérisme a provoqué en Europe les mêmes types d'évolution et de dommages qu'en Russie, même si beaucoup moins graves. Au milieu de la décennie 90, les restructurations, la précarisation et le chômage frappaient fortement les populations européennes aussi. Le déclin des institutions communautaires, la corruption (y compris à l'UE, avec les démissions de la Commission, avant l'arrivée de Monsieur Prodi à sa tête), l'affirmation du « Berlusconi » en Italie, la perte des prérogatives de contrôle sur le territoire national par les pouvoirs publics et par les représentants des citoyens un peu partout, sont des évolutions similaires à celles observées en Russie⁴. Aujourd'hui, face à des institutions communautaires qui ont renoncé à gouverner le territoire européen (défense abandonnée de la valeur de l'euro face aux autres monnaies, renonce à réaliser une politique économique concertée, refus d'une politique industrielle, abandon du modèle social européen, etc.) des responsables de ces institutions ne cachent pas leurs analyses des stratégies adoptées par les institutions communautaires. Il s'agirait aujourd'hui de « gérer le déclin démographique et économique inévitable du continent »

⁴ Barisi G., (2004), Démocratisation et maîtrise des mutations socio-économiques. Un préalable pour une gouvernance démocratique européenne ? *The European Journal of Social Science Research* n°2, vol. 17, Taylor & Francis Group.

(un peu comme pour la Russie auparavant). En effet, les opportunités d'expansion et de profit pour le capital financier se trouveraient davantage chez les nouveaux protagonistes mondiaux qui ont enclenché une forte dynamique de croissance (aussi grâce au fait que leurs pouvoirs politiques centralisés utilisent des prérogatives et des mesures qui ont été abandonnées et semblent toujours « interdites » aux gouvernements européens et russes). Depuis quelques temps, les opinions publiques européennes ont commencé à se rendre compte de cette situation et les actes de repli nationaliste qu'on constate de plus en plus fréquemment, ne sont qu'une réponse défensive à l'affirmation de la barbarie néolibérale. En effet, on constate une absence surprenante d'alternatives véritables de coopération internationale, visant un développement durable et plus autocentré.

Atelier 2 : Système d'emploi : constats/ System of employment: Statements

Modérateur : Clotaire Mouloungui

Boris TIHOMIROV, Université de Saint-Pétersbourg

Les conflits en économie / The conflicts in Economy

The development of market economy in Russia goes with uninterrupted conflicts. They always depends on aggravation of contradiction between groups and stratum of society, different proprietors, employers and workers, people and authority, center and regions, etc... Economic conflicts are stimulated by objective changing of social system. But, mostly, they have very dangerous and destructive character, because there are many mistakes in decisions, connected with conflict situation. The main of them is underestimation of real changing of principle in economic system.

During a long time economic conflict was reputed mainly on macro-level of our society. It was associated with class struggle for leader position in production relations system. In according to this point of view, not only struggle, but any agreement between two agents of market, automatically opposes them to another agents and, so, produces new conflict. On the other hand, economic conflict is an extreme form of competition: from sitting of the court to robbery.

I hold the opinion: from the position of transaction costs, compromise is cheap of irreconcilable conflict.

In my report the specific problems of economic conflicts in our country will be consider in according to such a direction, as:

- development of the economic conflictology;
- economic crisis, as the generator of conflict situation;
- conflicts in distribution of resources;
- conflicts in consumers' market;
- production conflicts;
- conflicts of privatization;
- conflicts and competition;
- international conflicts.

Historically conflictology has been developed as a sociological and psychological science. This reality requires a use of psychological research methods in conflicts, such as polling, focus group discussions, negotiations etc. In bad living conditions for the Russian population (housing, food, wage etc.), to discuss the level of satisfaction by any of the conditions are meaningless. Moreover, psychological data analysis isolated from the preliminary valuation of real living standards is misleading. People with primitive needs can be satisfied by insignificant improvements in life conditions. In this case positive response answers don't indicate positive trends in social policy but peoples' unpretentious attitude toward bad life conditions.

This example shows the limitation of traditional methods of conflict analysis, which calculate factual and normative living standard data. It also can be attributed to economic conflict analysis. Analysis in traditional conflictology based on research of the stages' sequence, which characterize dynamics in conflict situations. In this case conflict is considered as a fact that

already happened. And thus all forces made for conflict resolution are characterized as compensation which doesn't consider the deeper causes of the conflict situation.

On the assumption of the abovementioned, a new method for economic conflict analysis is offered. It consists of two parts:

- objective economic analysis;
- subjective sociological analysis.

These two components of this method are united into a single procedure which can be realized in the following order:

1. Normalization – designation of normative model for the object of economic conflict using normative economic indicators. It can be considered that only the normative model can be implemented in economic conflict analysis which has quantitative measures.

2. Information about the real situation of the social object. The aim is the creation of descriptive model of conflict.

3. Control and analysis. Control involves the comparison of the norm and fact, revelation of deviation of these two components. The deviation can be defined as a measure of the conflict tension. The aim of the analysis is to find out the causes of the deviation. If at the end there is no deviation, it's not necessary to move to the next stages – analysis and regulation. According to this procedure, deviation analysis appeared. In economic conflict analysis the results of control allows you to decide which method to use: economic or sociological.

4. If in some indicators of economic conflict analysis there is negative factual data deviation from the normative data, it's necessary to find causes of the deviation and who is responsible for this negative occurrence. Then at the next stage – regulation – the governing influence has to be determined, aimed to eliminate the deviation and its causes. The regulation in this situation is renormalization.

5. In case factual data is equal or better than normative data, we use sociological methods (polling, focus group discussion, etc) to determine the level of satisfaction by the conflict object. It's possible that the reliability of the factual data can be questioned; as well can the validation of normative indicators of real needs.

The advantage of the presented method of economic conflict analysis is its targeting to avoid conflicts, compared to the traditional methods used as compensational instruments for ongoing conflicts.

Marc RICHEVAUX, Lab .RII/ULCO

Droit du travail en Russie / Labor law in Russia

Aujourd'hui le nouveau droit du travail en Russie⁵ c'est pour l'essentiel⁶ le code du travail⁷ en vigueur depuis 2002⁸. Né de bouleversements économiques, politiques, idéologiques au premier abord il se présente comme un code qui fournit un ensemble de dispositions spéciales techniques détaillées et propose un éventail de solutions très complet dans lequel les règles générales et laconiques font défaut.

Pourtant à y regarder de plus près ce code qui présente une tentative pour mettre en conformité l'ancienne législation avec les normes de l'économie de marché en assurant autant que possible le respect des droits des salariés⁹, ce qui est la fonction normale du droit social¹⁰, semble plus sous tendu par un choix économique : la FLEXIBILITE vue comme un moyen à mettre en œuvre pour favoriser l'émergence du secteur naissant des petites entreprises qui s'ouvrent à l'économie de marché. Ce qui, parmi d'autres règles de ce nouveau droit du travail inspirées par cette volonté est mis en évidence par l'étude du contrat de travail à durée déterminée tant en ce

⁵ Bronstein A., le nouveau droit du travail de la Fédération de Russie : revue internationale du travail 2005, p. 307

⁶ Car il y a aussi d'autres normes par conventions collectives etc...

⁷ sans autres précisions les références aux articles correspondent à ceux du code du travail russe

⁸ 1er février

⁹ Stolbov M-G., contrat de travail 2 eme ed. Moscou Ocb 89 2002

¹⁰ Supiot A., pourquoi un droit du travail ? Dr. soc. 1990, p. 486

qui concerne sa réglementation (I) que les sanctions du recours irrégulier (II) à cette forme de relations de travail qui, derrière une apparente recherche d'équilibre entre les intérêts des salariés et ceux des entreprises permet à celles-ci de recourir très largement au CDD d'autant plus que les sanctions du recours irrégulier ne semblent pas des plus performantes.

Valérie BERENGER, CEMAFI/Université de Nice Sophia Antipolis

L'instauration d'un système à volets multiples pour les retraites en Russie : modèle chilien ou suédois ? / The establishment of a three parts system for pensions in Russia: Chilean or Swedish model ?

Ce papier s'appuie sur les expériences étrangères en matière de retraites afin d'analyser les réformes du système de retraite adoptées en Fédération de Russie depuis le début de la transition. L'objectif est de montrer que la question des retraites ne se résume pas à un simple choix de technique de financement : répartition et/ou capitalisation mais elle doit prendre en compte le poids du passé, la finalité de la retraite et le cadre budgétaire dans lequel le système de retraite fonctionne. Ainsi, nous montrons que la réforme de 1990 donne au système les apparences du modèle de l'assurance sociale sans que les conditions concrètes de sa mise en œuvre ne soient établies. Après avoir envisagé en 1998 la privatisation du système selon une variante le modèle chilien, la réforme de 2002 introduit la capitalisation en l'adossant à la mise en place d'un système notionnel à cotisations définies inspiré de la réforme suédoise. Elle adopte ainsi le principe de l'assurance qui était manquant dans la réforme de 1990 sur un plan microéconomique sans toutefois lui garantir d'être réalisable concrètement d'un point de vue macroéconomique. Aussi, plusieurs caractéristiques de ce nouveau système semblent refléter une attitude de prudence et de réserve concernant la place de la capitalisation dans le cadre du modèle à plusieurs piliers de sorte que l'on peut s'interroger sur l'existence même, à l'heure actuelle, d'un système à volets multiples en Russie.

Marjaana MÄKELÄ , Université des Sciences Appliquées HAAGA, Helsinki

Les migrations russes en Finlande / Russian migrations in Finland

La frontière est de l'Union Européenne est actuellement constituée par la frontière finno-russe, ayant quelque 1700 km de long. L'histoire en commun des deux voisins a connu des périodes de guerre et de paix dont on a évoqué les conséquences politico-sociales dans plusieurs ouvrages, mais dans cette communication nous nous concentrerons sur un phénomène ayant constamment changé de nature : la migration russe en Finlande. Cette migration s'est manifestée d'une telle diversité en fonction des conditions changeantes au cours de l'histoire que nous sommes tentés à l'appeler « les migrations ». Par un survol des faits historiques, inévitable dans un tel contexte, on sera amené à étudier la situation d'aujourd'hui où les Russes constituent la population étrangère la plus nombreuse en Finlande.

Le mouvement migratoire de Russie vers la Finlande a commencé à proprement parler par la période de la « Grande Terreur » entre 1713-21 pendant l'occupation de la Finlande par l'empire Russe. Cette période sous la botte de fer a marqué profondément la mémoire collective des Finlandais: un historien vient de dire qu'il aurait même construit la mémoire du peuple finlandais. (Vilkuna). Après que la Finlande ait été annexée à la Suède en 1721 les échanges ont continué à une petite échelle p.ex. par les marchands ambulants; des hommes appelés « les Russes aux sacs à dos » portant du bric-à-brac et des objets frivoles pour en vendre aux paysans finlandais, surtout femmes. Dans le folklore finlandais ils ont eu un rôle romantique, mais dans la vie réelle ils servaient aussi à informer les habitants des villages isolés sur les événements d'importance. -Pendant les années de la révolution soviétique on a vu bien sûr arriver quelques émigrants russes se réfugiant en Finlande et leur impact surtout dans la vie culturelle du pays n'est pas à négliger.

Pendant l'ère de l'Union Soviétique on ne peut pas parler de migration pour des raisons connues, issues d'un système totalitaire, mais l'importance du grand voisin s'est bien entendu fait sentir sur plusieurs secteurs de la société finlandaise. Les deux guerres perdues et les lourdes indemnités de guerre ont marqué profondément le climat idéologique de la Finlande dans les années 1940-50, mais étant donné qu'une politique sinon de soumission, au moins de voisinage privilégié a été adoptée, « le coutume du pays » s'est modifié vers les relations très étroites entre

l'Union Soviétique et la Finlande. « La géographie oblige » était la doctrine principale. L'expression « migration d'idées » est peut-être un peu recherchée, mais pendant un certain temps les acteurs et les forces politiques soviétiques ont eu une influence sur les structures décisionnelles du pays voisin à l'ouest jugée trop grande déjà à l'époque par certains qui n'ont pas voulu tolérer la « finlandisation », terme adopté dans les années 70-80 par lequel on entendait la façon de s'incliner devant le méga-pouvoir à l'est. Quelques-uns se sont exprimés contre la rigide camaraderie, mais la spécialité finno-russe, « le contrat d'amitié, de coopération et d'assistance » est resté en vigueur. Parmi les périodes des migrations abordées dans cette communication les années de la guerre froide sont sans doute les plus amplement étudiées dans la recherche finlandaise.

La chute de l'Union Soviétique a déclenché la dernière vague des migrations, faisant de la population russe le plus grand groupe étranger en Finlande actuellement. Il y a un peu plus de 10 000 personnes d'origine russe dans notre pays aujourd'hui dont environ 60 % des femmes. Le glasnost a commencé peu à peu à rendre possible le départ au niveau administratif, mais il a fallu attendre l'année 1990 et la fin de la présidence de la République de M. Mauno Koivisto pour voir arriver un plus grand nombre d'émigrants russes ; celui-ci avait promis la nationalité finlandaise à tous les émigrés originaires de l'Ingrie. Cette région entre la Golfe de Finlande et le lac Ladoga avec une population finno-ougrienne, rattachée à la Suède-Finlande après la paix de Stolbove en 1617, avait connu des périodes d'oppression ethnique et de russification depuis 1721 jusqu'au règne soviétique, mais la population surtout âgée parlait encore le finnois et a salué avec joie la possibilité d'acquérir la nationalité finlandaise. Leur arrivée « en foules » (à vrai dire de quelques centaines par an) a suscité des tons critiques finlandais envers cette politique, jugée trop chère, étant donné que les arrivants étaient surtout des gens de troisième âge nécessitant toutes sortes de prestations sociales.

En revanche, les émigrants qui arrivent en Finlande à l'heure actuelle pour étudier, se marier ou qui arrivent tout court sont surtout des gens en l'âge actif. La diversité ethnique et culturelle parmi les représentants de cette dernière vague de migration est très grande et c'est notamment ce groupe-ci qui constitue le centre d'étude le plus intéressant pour notre communication. Les Russes qui se sont installés en Finlande au cours des années 1990-2000 ont très vite formé des sub-cultures propres à eux : ils ont leur presse avec journaux et fréquences radio, « leurs » restaurants, leurs magasins d'alimentation et leurs réseaux sociaux très denses, même s'ils semblent s'adapter à première vue relativement bien à la société finlandaise. Leur aisance à s'installer et les relations étroites avec leurs compatriotes ont bien sûr aidé aussi ceux et celles qui résident en Finlande depuis longtemps. Parmi le groupe des « récents » on peut distinguer les Russes arrivés de l'Estonie qui ont eu l'avantage linguistique, l'estonien ressemblant de près au finnois, ce qui les aide un peu à camoufler l'accent russe – les préjugés stéréotypés persistent. A. Alanen a étudié ce mouvement de migration et il constate qu'entre 2000 et 2004 il y a eu 9423 Russes qui ont déménagé en Finlande et parmi ceux-ci le tiers est arrivé pour se marier avec un(e) Finlandais(e). Le travail n'a été le facteur déclencheur que dans 1/6 des cas mais selon le chercheur ce groupe gagnerait de l'importance à l'avenir. (Alanen)

Une migration qui est nourrie par l'intérêt croissant des Russes envers la Finlande est de nature passagère, c'est le tourisme. La nouvelle classe moyenne arrive en foules, dépense beaucoup d'argent et sait exiger des services à sa guise et en langue russe. Les Finlandais ont dû changer d'avis : les voisins matériellement démunis auxquels on affichait encore dans les années 80 à Helsinki des panneaux « trois Russes au maximum peuvent rentrer en boutique en même temps » sont aujourd'hui des touristes convoités qui donnent du travail à beaucoup de prestataires de services surtout en Finlande de l'est et en Laponie.

Les mouvements de migration ont été divers et ils continuent à se transformer en nous laissant avec plusieurs questions : les jeunes Russes en Finlande se considèrent-ils parfois des victimes du passé troublé par des événements causés par leurs ancêtres ? De l'autre côté : quel est le poids des stéréotypes d'aujourd'hui ? Comment ces émigrants sentent-ils les préjugés des Finlandais : on prend et traite les belles Russes souvent pour des prostituées – une grande partie des prostituées de Helsinki arrive en fait de l'est ; la presse témoigne de la croissance de la criminalité...Quelle est l'importance des réseaux des compatriotes pour les jeunes et les plus

âgés ? Quels sont les facteurs qui ont incité les Russes à déménager en Finlande dans les années passées et récemment? Comment est-ce que les Russes installés en Finlande évaluent leur identité culturelle et y a-t-il des différences entre les tranches d'âge? -Ces questions seront abordées dans la communication, basée sur un sondage effectué aux émigrants russes installés dans la région de Helsinki et sur la recherche récente finlandaise au sujet des émigrants. En réflexion à ces études sera posée la question centrale : comment est-ce que la cohabitation des Finlandais et des Russes, deux voisins avec une longue histoire tourmentée, se manifeste dans une Europe profondément changée ?

Tamara CHAMSOUDINOVA, Université d'Arkangesk, Liliane BENSANEL, Université de Grenoble II

Le transfert des méthodes occidentales de gestion du personnel dans les organisations russes pendant la Transition / The transfer of western management methods of human resources in russian organisations during the Transition

It's obvious that as long market models of personnel-management exists, as long its developing. Russian society is transforming towards market one and since the beginning of Transition, it's cardinally changing in all social sphere, including economic and management development. Following the analytical point of the necessity the changing of Russian personnel-management concept in orientation to the market one is supposing the clarifying of essentiality of this model, which have it's own dynamics and evolution.

As it is demonstrating, personnel-management practice in Russian organizations, its evolution is depending, besides the others determinants, on the adaptation of modern personnel-management technologies taking place in market societies.

The importance of adaptation of Western methodology to the investigation of the dynamics of Russian personnel-management during Transition to market economy can be explained first of all by the fact that Western societies have developed following market ones for a considerable period during which labour market and its infrastructures have also evolved. Thus, long period of existence in market conditions and the necessity to satisfy practical needs, related to the new requirements concerning personnel-management technologies at the firms, determined the evolution of theoretical background of personnel-management in Western countries.

Observing the evolution of personnel-management, the specialists pointed out the next main stages in the dynamics of personnel-management theory and practice : traditional managerial philosophy (1800-1890) ; human relations managerial philosophy (1890-1920) ; human relations and human resources managerial philosophy (1920-1960) ; human resources managerial philosophy (1960-1990) ; human investment managerial philosophy (1980-2010). (see table 1).

Table 1: Evolution of managerial Philosophies.

	Production-Market Strategy	Organizationa l Form	Management Mechanisms	Managerial Philosophies
1800	Single product or service. Local or regional markets.	Agency	Direct, personal control	Traditional
1890-1920	Limited, standardized product or service line. National and international markets.	Functional	Central plans and budgets. Departments run by stuff specialists.	Traditional

1920-1960	Diversified, changing product or service line. National and international markets.	Divisional	Corporate goal setting. Operating decision at division level.	Human Relations
1960-1990	Standard and innovative products or services. Stable and changing.	Matrix	Temporary teams and lateral resource allocation tools	Human Resources

Source: Miles R. S., and Douglas W. S. (1995). *Research in OB.*, Vol. 17, p. 336.

Dimitri KISLINE, Centre de Recherche en Economie et management UMR CNRS

Les principaux obstacles au développement du petit entrepreneuriat en Russie/ The mains barriers for the development of small entrepreneurship in Russia

La petite entreprise est devenue une partie indissociable de l'économie des pays développés. Elle remplit un certain nombre de fonctions socio-économiques telles que : création d'emploi, soutien de l'innovation, amélioration de la concurrence et diminution de l'inégalité sociale entre autres.

Le présent article est consacré à l'analyse des obstacles qui se dressent devant les petits entrepreneurs, vus par ces derniers. Après un bref aperçu de l'évolution statistique du petit entrepreneuriat russe depuis son émergence au début des années 1990, trois groupes d'obstacles majeurs seront évoqués. Les premiers sont ceux posés par l'Etat, les deuxièmes par l'infrastructure bancaire et les troisièmes par les ressources humaines. La plupart des données, qui sont à la base de l'analyse, proviennent d'une série d'entretiens individuels semi directifs, réalisés en Russie entre 2003-2005 auprès de petits entrepreneurs. Tous les entrepreneurs de l'échantillon sont issus des petites et moyennes villes de la Russie centrale. Leurs entreprises opèrent dans divers secteurs (industrie, commerce, secteur tertiaire). Toutefois, l'analyse ne prend pas en compte les fermiers individuels, le monde rural, qui représente un milieu à part, et pour cette raison a été volontairement exclu du présent travail. L'objectif du document n'étant pas de donner une liste exhaustive des maux dont souffre le petit entrepreneur russe, seuls les principaux obstacles (qui sont cités par les deux tiers de l'échantillon) sont examinés plus loin.

On peut dire que le « small business » en Russie est né grâce aux réformes. Sa naissance date du 18 juillet 1991, jour de la parution de l'arrêté N406 du gouvernement de la Fédération de Russie « Sur le soutien et le développement des petites entreprises dans la Fédération de Russie » qui a défini les critères des PE ainsi que les conditions générales de leur fonctionnement.

De nos jours les questions liées au développement du petit entrepreneuriat russe sont au cœur de nombreuses études, même si l'analyse statistique de ce secteur présente plusieurs difficultés (données officielles peu probantes, manque d'informations sur les entrepreneurs individuels sans personnalité morale, etc.). En outre, les données statistiques sur les petites entreprises sont très contrastées et varient sensiblement d'une source à l'autre en raison notamment de l'utilisation de pratiques statistiques différentes.

Quoi qu'il en soit, on s'accorde généralement sur le fait que le secteur des petites entreprises et des entreprises individuelles sans personnalité morale s'est accru considérablement et assez rapidement au début des années 1990. Dans la deuxième moitié de la décennie 1990, le secteur a stagné, voire accusé un léger recul. Le nombre des petites entreprises a légèrement augmenté au début de la décennie suivante pour atteindre en 2003 891 000 petites entreprises à personnalité morale et 4,7 millions d'entrepreneurs individuels. (2) Pourtant, selon certains experts, le marché russe est capable de « digérer » un nombre plus important de PE, ce qui fait penser que ce secteur n'a pas encore épuisé son potentiel de développement.

Malgré les programmes d'aide aux petits entrepreneurs, élaborés par le gouvernement russe depuis 1995, à l'heure actuelle tous les problèmes auxquels est confrontée la petite entreprise n'ont pas été résolus. Nous pensons que les principaux obstacles, qui entravent le développement de la petite entreprise en Russie, peuvent être divisés en trois groupes : ceux qui résultent des relations entre entrepreneurs et Etat, ceux qui touchent aux finances de l'entreprise et ceux qui concernent le personnel. En fait, les problèmes des entrepreneurs russes sont similaires à ceux

que connaissent les petites entreprises des autres pays. Pourtant ils peuvent revêtir une importance particulière en Russie.

Atelier 3 : Sciences, industrie, technologie et propriété / Sciences, industry, technology and property

Modérateur : Alban Goguel d'Allondans

Alexander SLUTSKY, Université de Saint Petersburg

L'éducation supérieure en économie et l'Etat / La Russie et la convention de Bologne/ Higher economic education and state: Russia and the Bologna process

1. From 1917 to 1991 higher economic education tradition was almost totally destructed and deviated from the mainstream of the economic sciences. Although before and right up till 1917 in Russia were working many first-class economists (Dmitriyev V.K., Slutsky E.E., Chayanov A.V., Kondratiyev N.D., Konius A.A., Weinstein A.L. and others) . Knowing several foreign languages was considered naturally.
2. The higher economic education became the most ideologized branch of education. The reason was in particular that Marx's "Das Kapital" was taken as the Bible of economic theory.
3. Accordingly, all the training of the overwhelming mass of economist-theorists was reduced to studying and interpreting of "Das Kapital".
4. The higher economic education was built on exceptionally humanitarian foundation. Political economists were to be ignorant of mathematics.
5. It was the reason of degradation of investigations culture in the field of economic sciences.
6. It's worth to pay attention to the fact that the only Nobel Prize in economics, received by soviet scientist, was the Prize to the mathematician Kantorovich. V.
7. Transition to the market and sudden changes in the paradigm of economic education revealed, that system is not ready for its realization. 15 years pass, but there are still only several small centers of relatively high level of higher economic education.
8. Beyond these centers there is extreme heterogeneity both in teaching different subjects of modern curriculum and inside every subject.
9. Surely, one cannot but note a progress:
 - Plenty of translated textbooks on economics and even reading books with collections of articles
 - Access to electronic journal bases (JSTOR, EBSCO and others)
 - Access to Internet resources in general
 - Trips abroad thanks to different funds and National Training Foundation program
10. It's worth, however, to note that above mentioned points are only opportunities, which professors may use or not, and which can bring return on the level of self-education, but not on the level of higher economic education as an institution.
11. This implies question about conditions, that determine efficiency of using these growing opportunities.
12. There are two interrelated key factors:
 - constraints set by the state on the higher education
 - individual motivation to enter in the field of higher (economic) education as teacher; in other words this is a question of opportunity cost.
13. The state regulation of higher education in Russia is carrying out in several forms:
 - financing
 - developing education standards of content and duration of learning
 - licensing
 - accreditation
 - scientific degrees awarding
 - determination of basic salary in accordance with degree, position, status
14. **Constraints.** In other word, the state tries to regulate higher economic education like in centralized soviet economy.

15. (It is important to remark that there were no private or public universities in before 1917. The autonomy of the universities was very small and it was reduced in soviet time, especially in economic education.)
16. At the same time it is appeared “free” market of economic higher education. But the key players in this market are the state institutes and universities! (There are some private institutes. But their market share is very small and they mostly occupy the lowest quality niche.)
17. So, there are two types of students in state higher education institutions: free of charge students and paying-for-education students. The type of student is not related with family income. It is little doubts, that there is inverse relation between education fee and family income. (Some empirical estimations will be presented.)
18. Motivation. After 1991 the status of academic profession was sharply declined because of reducing ratio of average income of the profession to average income in economy as a whole. Roughly speaking, if before 1991 the rate (average academics income/ average income) was about 2, after 1991 it became about 0,5. (Some statistical data will be presented.)
19. As consequence, there was a great outflow of the teachers (mostly young), and sharply reduced inflow of those seeking scientific degrees.
20. For the economic profession, it meant very low capability in digestion of accumulated knowledge.
21. Thus, higher economic education got stuck on the stage of reproducing content of superficially understood introductory textbooks.
22. In most economic departments either no one reads special literature in foreign languages, or very few.
23. Taking in account this situation, how could Russia enter Bologna process in higher economic education? In the rest I suggest to analyze the opportunities to invent the fundamentals of Bologna declaration:
- “Adoption of a system of easily readable and comparable degrees...”
 - “Adoption of a system essentially based on two main cycles, undergraduate and graduate... The second cycle should lead to the master and/or doctorate degree as in many European countries.”
 - “Establishment of a system of credits - such as in the ECTS system - as a proper means of promoting the most widespread student mobility.”
 - “Promotion of European co-operation in quality assurance with a view to developing comparable criteria and methodologies.”
 - “Promotion of the necessary European dimensions in higher education, particularly with regards to curricular development, interinstitutional co-operation, mobility schemes and integrated programmes of study, training and research.”

Michel H. GROSSMANN, ULP Strasbourg, A. I. LARKIN, MEPHI Moscou,
Echanges scientifiques, technologiques et culturels entre France et Russie en photonique depuis les années 1970 / Scientific, technological and cultural exchanges between France and Russia in photonic since the 1970s

Des coopérations scientifiques entre France et Russie ont existé au niveau d’individus depuis le début du 20^{ème} siècle. Mais à Strasbourg (allemande de 1870 à 1918) un certain nombre de Professeurs russes avaient enseigné à l’Université wilhelminienne jusqu’au début de la première guerre mondiale et eux ou leurs enfants y émigrèrent souvent après la révolution.

Cependant, tout de suite après la 2^{ème} guerre mondiale, ces coopérations restèrent en général officieuses et privées à cause du début de la guerre froide. On peut citer les coopérations entre les laboratoires des Professeurs Nikitine de Strasbourg et Gross de Leningrad sur la physique des solides, des Professeur Grillot de Paris puis Reims et Prokhorov de Moscou, des Professeurs Gorodetzki de Strasbourg et Sakharov de Moscou etc ...

Une coopération plus structurée fut lancée en 1971 avec la création sous l’égide du Conseil de l’Europe de du « Groupe Européen de Spectroscopie de Solide » présidé par le Professeur Nikitine puis en 1977 avec la venue à Strasbourg de 24 scientifiques soviétiques (en majorité russes) pour participer à la création de l’ « Association Européenne de Photonique » au cours du « premier Congrès Européen d’Optique Appliquée à la Métrologie ».

En 1979 une grande Conférence ainsi qu'une exposition d'Hologrammes et de matériels (Lasers et applications) fut organisée à Strasbourg dans les locaux et sous le patronage du « Conseil de l'Europe ». Depuis les coopérations se sont développées tant dans les domaines scientifique que culturel (aspects représentation en holographie, stéréoscopie , photo et cinéma en relief) et industriel:

Secteur Scientifique, tous les 2 ans se sont tenus des conférences et séminaires (alternativement dans un pays puis dans l'autre)

Secteur Technologique, expositions et « ateliers » furent organisés tous les 3 ans.

Secteur culturel : des expositions itinérantes d'hologrammes et autres images en relief (intégrammes, stéréoscopies, films en relief) furent présentées et circulèrent (10 millions de visiteurs en 15 ans)

Toujours sous le patronage du « Conseil de l'Europe » fut organisée une Coopération Internationale sur l'« Application des Lasers à la Prévention des Catastrophes Naturelles et Artificielles » Ce programme se développa avec tant des succès qu'il devint un programme International « risques et gestion des risques sous l'égide des Nations Unies

Le patronage du Conseil de l'Europe, (outre qu'il s'y trouvait des personnes très compétentes et efficaces) a beaucoup aidé à triompher de nombreux obstacles à ces coopérations, engendrés par la situation de guerre froide et les problèmes linguistiques.

A titre de contre-exemple, on peut prendre le cas du programme franco-russe de coopération dans le domaine de la soudure, lancé en 1988 entre l'Institut Français de Soudure et l'Institut Soviétique de Soudure « Paton » de Kiev. Ce programme, quoique très prometteur ne déboucha pas sur grand chose ...

Ces exemples, montrent l'intérêt de coopérations internationales qui ne soient pas exclusivement bilatérales. Cependant, dans une phase préparatoire le niveau bilatéral peut faciliter les premiers contacts qui prendraient beaucoup plus de temps s'il étaient initiés dès le début à un niveau multilingue et pluri national.

Plan :

Introduction

Photonique : Lasers et Hologrammes et leurs applications

Historique des échanges en Photonique entre France et Russie dans le cadre des coopérations internationales

- Accords entre Ministères de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche français et russe , Académie des Sciences de Russie et CNRS
 - Accords entre Ministère de l'Enseignement Supérieur Russe, Académie des Sciences de Russie et EPA (Association Européenne de Photonique)
 - Participations des EMRS, Slavich, IAE, GOI, Ioffe, Samara
 - Quelques programmes réussis et projets avortés de coopérations scientifiques et de Conférences Internationales
 - Présentations de coopérations :
 - Nations Unies, Centre Européen de Recherches Nucléaires, Brookhaven, FermiLab (Illinois, USA), Tohoku University (Sendai Japon)
- Perspectives actuelles « Positif » et « Négatif »
- Perspectives au niveau Gouvernements et autres niveaux officiels
 - Perspectives au niveau Privé (industriel, mécénat etc ...)

Maxime PETROVSKI, EHESS, CEMI

Les avatars d'une privatisation : les réformes économiques et l'évolution des droits de propriété en Russie / Privatisation : economic reforms and evolution of Property rights in Russia

Près de quinze années se sont écoulées depuis le lancement de la « thérapie de choc » en Russie par le gouvernement de Gaïdar. Tandis que les performances économiques du pays à partir de 1999 sont encourageantes, elles n'ont toujours pas effacé l'impact désastreux des réformes entre 1992 et 1998 : la Russie devrait retrouver son niveau du PIB du début des réformes seulement en 2007. Que le bilan économique et social pendant cette période soit catastrophique n'est pas

contestable, bien que ce le soit toujours par certains¹¹. Comme le résume Sapir (2000) : « On pourrait faire pire mais il aurait fallu de l'acharnement ». Entre l'élection de B. Eltsine à la présidence de la Fédération de Russie en juin 1991 et la crise financière de 1998, le PIB a chuté de près de 50%, tandis que les inégalités ont crû d'une manière vertigineuse et les investissements dans le capital ont régressé de 90%. En même temps, l'espérance de vie masculine a été ramenée de 69 à 58 ans, le taux de natalité de 14,7% à 9,5% et le taux de scolarisation a baissé de 8%¹². L'impact négatif des réformes économiques fut statistiquement plus dévastateur que l'invasion nazie pendant la Seconde guerre mondiale. Selon le World Development Indicator, la Russie se retrouvait en 2003 dans une position moins favorable qu'en 1980¹³.

Ce « grand bond en arrière » pousse à s'interroger sur la politique que suivirent les gouvernements successifs de Gaïdar, de Tchernomyrdine et de Kirienko avec la bénédiction et l'encouragement explicites des organisations internationales. En dispensant leurs conseils, ces dernières s'appuyaient sur une certaine légitimité scientifique puisée dans les écrits du courant économique dominant de la seconde moitié du vingtième siècle. La chute de l'économie russe, qui s'effondra en 1998 dans une crise financière unique dans l'histoire économique mondiale, a sérieusement miné cette légitimité. La réécriture de l'histoire entamée aujourd'hui par certains¹⁴ n'y pourra rien : les faits sont têtus.

Les critiques de la stratégie des réformes en Russie ont pris des tournures particulièrement virulentes après août 1998. Ces critiques visaient, plus globalement, le design intellectuel des réformes mises en œuvre par le gouvernement russe à partir du 1er janvier 1992. Mais elles se sont notamment focalisées sur le programme de privatisation dont les résultats furent très médiocres, et c'est un euphémisme. L'approche « privatisez d'abord, les institutions suivront¹⁵ » s'est avérée, selon toute évidence, une grave erreur d'analyse. Dans ce papier, nous tenterons de tracer brièvement l'évolution de ce qui est fréquemment appelé les « structures de gouvernance », d'identifier les problèmes qui ont provoqué les résultats que l'on connaît et de comprendre les réactions du gouvernement russe au début des années 2000 pour pallier les défaillances institutionnelles et répondre aux échecs troublants des années 90.

Blandine LAPERCHE, Lab .RII/ULCO

Droits de la propriété intellectuelle et innovation en Russie / Intellectual Property rights and Innovation in Russia

During the Soviet Union Era, a legal protection of intellectual property rights existed but was very different from the systems of “private property” rights existing in western countries. The concept was the one “Intellectual property for the benefit of masses”: “All inventions of Russians citizens were proclaimed to be state property. Similarly, copyrights works could be used for the benefit of the whole society. Various factories across the country produced consumer products under the same trademarks. The exclusive right to trade secrets belonged to the State and institutes where this confidential information was created only exercised rights of ownership to this information within the scope of the goals and plans set out for these entities by government” (Latsyk, Wilkinson, 2002).

In this paper, we will present the main changes with regards to intellectual property rights experienced by Russia since the collapse of the Soviet Union and the introduction of market in

¹¹ De ce point de vue, Andres Åslund de Carnegie Endowment est probablement l'exemple le plus connu et le plus médiatisé. Conseiller du gouvernement russe à l'époque, il continue d'affirmer que les réformes économiques russes qu'il avait préconisées, furent un grand succès au vu des conditions dans lesquelles se trouvait la Russie en 1992. Cette position est partagée, d'une manière plus prudente, par d'autres économistes, dont K. Rogoff ou, selon les dires de Rogoff, même le défunt R. Dornbush (K. Rogoff, « Has Russia Been on the Right Path ? », *Vedomosti*, 26.08.02.)

¹² S. Marti, « L'imbroglio russe », *Le Monde*, 08.09.98.

¹³ *World Development Report* (2003).

¹⁴ Par exemple, A. Åslund « How Russia Was Won », *Financial Times*, 21/11/02.

¹⁵ Cette description de l'approche à la privatisation en Russie appartient à P. Desai (1999).

the economic system. We will show that the legal reform in post Soviet Russia aimed at bringing into accord with western practices.

Our second aim is to study the impact(s) of the implementation of a legal framework comparable to western countries on innovation in Russia. As a matter of fact, in a market-based economy, the rationale of intellectual property rights is the development of incentives for resident investors and inventors to invent, since they will be able, thanks to temporary monopoly delivered by the state, to make their investments profitable (Scotchmer, 2004, Laperche 2004). The second justification in countries in a process of adaptation to the market based economy is to secure international transfer of technology and thus to attract foreign investments (Laperche, 2006).

Have these goals been achieved in Russia? We will show that innovation results in Russia, not only depend on the legal system of intellectual property rights. As regards innovation, it is important to take account of the evolution of the entire innovation system.

The soviet system was based on two main assumptions –on the linear model of innovation with strong state involvement and on technology considered as a commodity (Hanson and Pavitt, 1987). The S&T System of Russia experienced some important changes in the 1990s. The first characteristic was the sharp scaling down of its R&D system and the second was its transformation which gave birth to a hybrid R&D system of new and old features (interaction between survival strategies and restructuring and preservations activities, Radosevic, 2003). We will see that the S&T system in Russia is notably characterized by the development of a commercial culture for high technology (Dezhina, 2001). We will try to explain the role played by the intellectual property rights system in Russia, also taking account of the limits of such a framework (increasing cost of innovation and of access to goods, eviction effects...).

As regards to foreign investments, the imperfections of the legal framework of intellectual property rights (importance of counterfeiting, different forms of infringements of intellectual property) are considered as a real problem and as an explanation of the fact that Russia is not a WTO member. Recent changes in the Civil Code would even, according to some observers, annul all special laws designed to protect trademarks, patents and copyrights, since they do not detail the definitions of terminology (Barannikova, 2006). We will then try to link the main changes in intellectual property rights with the recent trends of investments in Russia. As in the case of innovation, the level of foreign investments in Russia cannot only be explained by the intellectual property rights framework; the analysis has to take account of other attractiveness factors.

Dimitri UZUNIDIS, Lab .RII/ULCO,

Le pouvoir d'acquisition de technologies étrangères par des firmes russes / The power of acquisition of foreign technologies by Russian firms

Le concept de « transfert de technologie » est utilisé dans la littérature économique courante selon deux significations selon que l'on se place du côté du « libre échange » ou du côté du « conditionnement (organisation) des échanges internationaux ». Pour les uns, ce concept s'applique à toute transaction commerciale (y compris la cession d'une technologie ou la transmission d'un savoir technologique) ; pour les autres, il s'applique à toute action économique qui, outre la diffusion de la technologie, implique l'endogénéisation de cette technologie par l'acquéreur (c'est-à-dire l'incorporation de cette technologie dans le « capital savoir » de l'entreprise qui accède à ladite technologie). L'entreprise renforce ainsi ses capacités technologiques ; l'investissement international soutenant un transfert de technologie produisant des effets d'entraînement aussi bien sur le potentiel technologique de l'entreprise en question, mais aussi sur son environnement.

Pour les uns, le transfert international de technologie signifie un déplacement international du lieu de l'utilisation des techniques (ou même de production de celles-ci). Mais, si l'on considère que l'acquisition du simple droit d'utilisation d'un brevet (p. ex.) ne suffit pour valoriser tout le potentiel offert par l'investissement international, nous devons alors étudier le transfert systématique des connaissances nécessaires à la fabrication d'un produit, à l'application d'un procédé ou à la prestation d'un service. Pour les uns les « transferts de technologie » ne sont autres que la diffusion des « paquets technologiques » inclus dans la totalité des « paquets du

capital » véhiculés par les investissements directs. Mais si l'on considère que le transfert implique, entre autre, la maîtrise de la technologie par une entreprise indépendante, aussi bien qu'un flux continu de connaissances, mais aussi une importante capacité d'apprentissage, le transfert internationaux de technologies dépend aussi bien de l'opportunité commerciale (pour le propriétaire de cette technologie et pour l'acquéreur potentiel) que de l'opportunité d'investir cette technologie dans la réalisation du cycle complet du capital. Dans cette communication nous présenterons l'efficacité comparée des transferts de technologies, en nous référant à quelques cas d'entreprises russes, lorsqu'il s'agit d'une simple diffusion des applications technologiques via les investissements internationaux et lorsqu'il y a sélection, négociation, coopération en vue d'acquérir le savoir générique de la technologie convoitée. Le transfert de technologie est efficace lorsque les bénéfices obtenus par le transféreur et par l'acquéreur sont supérieurs des coûts d'investissement dans la formation du « capital savoir » et du capital tout court supportés par tous les deux.

Dans cette communication la « capacité d'acquisition de technologies » sera fonction des ressources scientifiques et techniques mobilisées par les entreprises russes pour s'approprier, en vue de maîtriser, d'utiliser et de reproduire, de technologies étrangères. Dans cette optique, le « commerce conditionné » est-il plus efficace pour l'allocation des ressources en général que le « libre échange » ? Oui, si l'on se réfère aux théories des marchés segmentés. Non, si l'on considère les coûts administratifs que la négociation suppose. Pour la rédaction de cette communication seront mobilisées les théories des contrats, de la régulation, de l'innovation et du commerce international. Les études réalisées par le Centre du développement de l'OCDE, de l'OMC et de la CNUCED sur la question des investissements internationaux en Russie nous aiderons pour apprécier l'efficacité comparée des transferts de technologies.

Hadjila KRIFA-SCHNEIDER, Nicolas BAUDUIN, Université de Lille 1,

Dynamique et déterminants des IDE en Russie / Dynamics and determining factors of foreign investments in Russia

La mondialisation a introduit de nouvelles règles du jeu dans les stratégies d'investissement des firmes multinationales (FMN). Le développement des flux d'investissements internationaux depuis une vingtaine d'années atteste de la mobilité accrue du capital productif, dans un contexte international d'ouverture des frontières, de progrès considérables en matière de communications et de concurrence exacerbée entre des acteurs de plus en plus nombreux. Ce développement reflète aussi les nouvelles logiques stratégiques des firmes. Aux stratégies classiques de localisation internationale pour accéder à de nouveaux marchés (IDE de type « market seeking » pour reprendre l'expression de Dunning, 1993), pour trouver des ressources indisponibles sur le territoire d'origine (IDE de type « resource seeking »), s'ajoute désormais des investissements destinés à améliorer l'efficacité d'ensemble de l'entreprise (IDE de type « efficiency seeking »). Dans ce cadre, la stratégie de la firme se fonde sur la recherche des facteurs de production les plus compétitifs, et leur organisation là où les conditions de production sont les plus favorables. Ce type de logique conduit les FMN à comparer systématiquement les avantages respectifs des territoires dans leur choix de localisation, sans hésiter à transférer leur activité (ou un segment d'activité) ailleurs lorsque les conditions de rentabilité ne leur paraissent plus requises. Ces nouvelles stratégies suscitent les inquiétudes des territoires. D'abord, parce qu'elles accentuent encore plus le pouvoir des multinationales qu'on qualifiait déjà hier de "sorcières dans l'économie" (Gendarme, 1981). Ensuite, parce qu'elles engendrent un changement en profondeur dans les stratégies des territoires engagés dans la compétition et les mécanismes de surenchère pour attirer les multinationales. Restés fermés au capital étranger pendant plus d'un demi-siècle, les pays de l'Est sont entrés dans cette nouvelle logique concurrentielle entre territoires depuis la chute du mur de Berlin. Leur ouverture à l'investissement international, au début des années 90, a d'ailleurs suscité l'intérêt des grands groupes multinationaux. En atteste une progression réelle des opérations d'investissements étrangers dans les PECO dans la décennie 90. Mais tous les pays n'ont pas bénéficié de manière similaire des flux d'IDE. Au sein des PECO, les investisseurs ont surtout été attirés par les trois pays d'Europe centrale (la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque). Depuis le début des années 2000, les PEC reçoivent relativement moins d'IDE, les flux profitant à d'autres pays de la

région (Roumanie, Pays baltes, Slovénie, Slovaquie...). En revanche la Russie attire relativement peu d'investissements directs étrangers comparativement aux pays de la région ou à d'autres économies émergentes (Chine notamment). Cette moindre attractivité peut surprendre compte tenu des avantages comparatifs importants dont elle dispose (taille du marché, faible coût de la main d'œuvre, ressources naturelles...). En outre, l'ouverture économique de la période post-soviétique aurait dû stimuler l'arrivée de ces investisseurs. Or on observe un taux d'investissement étranger relativement faible. Par exemple, le stock d'IDE par habitant en Russie était de l'ordre de 688 \$ US en 2004 contre respectivement 1616 \$ US pour la Pologne, 477 en république Tchèque et 6032 \$ US en Hongrie (nos calculs à partir des données WIR 2005). L'IDE a bien atteint 14,6 milliards de \$ US en 2005, ce qui correspond à un record et s'inscrit dans une dynamique de flux d'IDE plus importants vers la Russie depuis 2001. Mais rapporté au PIB, ce chiffre est en dessous de 3% et reste inférieur au ratio de la Pologne (4,9%). Notre contribution porte sur les raisons de la moindre attractivité de la Russie mesurée par « sa part de marché » dans les flux d'IDE. La littérature traditionnelle identifie des facteurs classiques tels que le coût des facteurs de production, la proximité, les coûts de transport, la taille du marché, les ressources naturelles, etc. S'agissant des anciens pays socialistes, on admet aussi d'autres facteurs d'attraction comme la mise en place d'un cadre institutionnel adéquat (droits de propriété, convertibilité de la monnaie, lois sur la faillite des entreprises et la surveillance des marchés...) et la qualité des réformes favorables à l'économie de marché (libéralisation des prix, privatisation des entreprises publiques et encouragement du secteur privé, restructuration du système financier, libéralisation des échanges de produits et de capitaux...). Bien que l'économiste russe se soit engagé dans la transition vers l'économie de marché, elle est encore loin de fonctionner selon les règles en vigueur dans les pays occidentaux. En particulier, l'empreinte du politique sur l'économie demeure forte. En conséquence, une explication en termes uniquement d'avantages comparatifs est inadaptée au cas de la Russie. En revanche, le climat d'affaires, particulièrement complexe à analyser, peut s'avérer déterminant dans la décision d'investir dans ce pays. Pour vérifier cette hypothèse, nous procéderons en trois temps. Nous commencerons par un état des lieux de la dynamique des IDE en Russie. Nous construirons ensuite une grille d'analyse de l'attractivité d'un pays en transition, en partant de la littérature traditionnelle sur les déterminants des IDE d'une part, et des approches en termes de climat d'investissement et de risque politique d'autre part. Enfin, une étude économétrique des IDE en Russie sera menée.

Vendredi 15 décembre 2006

9 heures à 12 heures

Atelier 4 : Inventaire économique/ economic inventory

Modérateur : Blandine Laperche

Pierre Thorez, CIRTAI/Université du Havre

Réseau et acteurs du transport aérien en Russie / Network and actors of the airline transport in Russia

Cette intervention se propose de faire le point sur quelques grandes tendances de l'industrie du transport aérien en Russie. Elle se fonde sur trois types de sources, des enquêtes de terrain en 2003 et 2005, des articles de revues scientifiques ou de revues spécialisées dans le transport et des sites internet d'entreprises du transport aérien. Les données statistiques font parfois défaut ou sont inaccessibles. Il est difficile d'établir des séries homogènes avec des données chiffrées qui diffèrent suivant les sources et ne doivent être considérées que comme des ordres de grandeur.

Après les graves turbulences provoquées dans le ciel de la Russie par l'effondrement du système soviétique et la crise de 1998, le renouveau du transport aérien s'affirme au début du 21^{ème} siècle. De nouvelles structures se créent. Des acteurs nationaux, aussi bien des compagnies aériennes que des entreprises aéroportuaires, prennent de l'ampleur et étendent leur activité. A la suite d'un déclin brutal, le trafic aérien de passagers et à un rythme plus lent celui du fret

progressent. La géographie du réseau de lignes régulières change. Ses mutations témoignent de l'évolution de la société russe et des relations entre la Russie et le reste du monde.

Pascal GROUIEZ , Université de Reims

Regard sur la dynamique agricole russe de 1991 à 2006 : 15 ans de mutations dans les exploitations agricoles de la région d'Orel / Analysis of the russian agricultural dynamics from 1991 to 2006: 15 years of evolution of farms in the Orel Region.

Les réformes amorcées en 1991 en Russie avaient notamment pour objectif de mettre un terme à la logique collectiviste qui avait prévalu en agriculture durant la période soviétique. Néanmoins, il existait aux yeux des spécialistes une inconnue importante liée en partie aux débats du monde occidental sur les évolutions de ses agricultures (depuis la « question agraire » de Kautsky, voir Servolin, 1985). La Russie allait-elle aller vers un modèle d'unités de production familiales –qui n'avait jamais vraiment existé sur son territoire, y compris avant la période soviétique- ou vers la constitution, sur la base des territoires des exploitations collectives, de grandes unités fortement capitalistiques ? Ce dernier modèle ne s'est d'ailleurs imposé que dans des secteurs particuliers aux Etats-Unis, et dans des pays issus de la colonisation européenne, marqués par une agriculture d'exportation.

En nous appuyant sur un travail de thèse en cours et sur les observations de terrains issues de deux séjours (2004 et 2005) dans l'oblast d'Orel (région du centre de la Russie), nous cherchons à décrire les formes des mutations observables dans cette région et à les caractériser. Pour ce faire, il nous a semblé nécessaire :

- de mobiliser l'histoire de très longue période pour comprendre l'articulation de la production de la sphère domestique avec celle de produits destinés à être insérés sur des marchés (Yefimov, 2003) ; cette articulation se traduit par des formes organisationnelles qui ont traversé l'époque soviétique et se retrouvent en partie aujourd'hui (lopins familiaux avec autorisation de vente d'une partie de la production sur le marché libre, participation de l'ensemble de la famille élargie aux travaux des champs, partage collectif des terres en fonction de l'évolution démographique des familles)

- de faire l'analyse des documents officiels (discours officiels du gouverneur de la Région, statistiques régionales de production [USTINOVA T. P., 2004b] et statistiques foncières [USTINOVA T. P., 2004a], plaquettes de présentation de la région [Orlovskaa Oblast', 2001]) du gouvernement régional des années 2000 qui présentent l'agriculture comme partie prenante d'un système agro-industriel régional, et qui en donnent une représentation statistique ; le travail sur cette représentation conduit plus à interpréter l'image qu'elle donne de la représentation politique du lien de l'agriculture et de la société qu'à mobiliser des statistiques qui restent très largement des statistiques en volumes et renseignent peu sur l'insertion de producteurs sur les marchés,

- de réaliser, dans un contexte où le droit reste encore une faible source d'organisation sectorielle, une étude de terrain sur l'évolution des structures agricoles pour tester la validité des typologies statistiques ou économiques existantes (réalisation d'entretiens auprès de directeurs d'exploitations collectives, de propriétaires de fermes individuelles, de propriétaires de lopins de terre en périphérie de la ville d'Orel et dans la campagne de la région d'Orel) (Grouiez, 2004),

- de réaliser une enquête directe sur les comportements de consommation et d'achats (sur quel type de marché les acquisitions se font et pour quels types de produits, et quelle est l'origine de ces produits en termes de structures agricoles) (Grouiez, 2005).

Les observations réalisées, que décrit la communication, nous amènent à traiter la question agricole à partir des outils conceptuels liés à la notion de multifonctionnalité agricole. Ce concept consiste à considérer que dans une formation sociale donnée, l'agriculture n'a pas pour seule fonction de produire des commodities, mais qu'elle produit aussi des produits joints, tels que paysages, sécurité alimentaire, biens culturels, état de l'environnement, etc... (Barthélemy et Nieddu, 2002, OCDE, 2001, 2003) et qu'il faut caractériser les fonctions que cette formation sociale met en avant. Elles conduisent à avancer les éléments suivants :

- Il n'y a pas eu stabilisation du système de droits de propriété, dont témoigne la persistance de la difficulté à trouver des catégories statistiques correspondant aux catégories légales.

- Il y a à l'œuvre une forme, sinon de recollectivisation, du moins de réencastrement de l'activité agricole dans le politique ; cette forme de recentralisation vient non de l'Etat central, mais du gouverneur de Région ; son ressort est manifestement une préoccupation de sécurité des approvisionnements, qui amène le gouvernement régional à considérer que la cohérence et l'efficacité de la filière sont de sa responsabilité.

- De ce fait, les autorités régionales ont réorganisé autour d'outils de filière les liens avec les différentes formes de structures agricoles : Elles mettent en place des agro-holdings régionales (détenues à 100 % par les autorités régionales), des systèmes de crédits marchandises (obtenions de matériels agricoles en échange de la remise de la totalité des produits à la région). Cette intervention régionale primordiale dans le maintien de l'activité d'un grand nombre d'exploitations collectives, semble bien avoir porté ses fruits en matière de sécurisation des livraisons à la ville.

- L'organisation en grandes exploitations / lopins individuels renvoie à une forme de multifonctionnalité spécifique à la Russie : les fonctions sociales de fourniture d'un logement, de sécurité alimentaire par la concession d'un lopin et de protection sociale au sens plus large faisaient partie de l'organisation agricole (comme de l'organisation industrielle : voir Lefèvre 2003). Or, on assiste à une dynamique de réorganisation des frontières de cette multifonctionnalité ; les autorités locales semblent tentées par un scénario de séparation des fonctions qui renforcerait l'efficacité économique, et permettrait de gérer la diversité des formes agricoles intégrées dans ses outils de filières, tandis que des firmes à statut privé, ayant repris des exploitations collectives, déclarent vouloir maintenir ces fonctions, essentiellement pour sécuriser leur marché du travail, et font apparaître dans leurs livres de compte des dépenses liées à des fonctions sociales de l'agriculture.

In fine, on reviendra sur les difficultés analytiques que pose l'étude des mutations de l'agriculture soviétique : difficultés liées aux constructions statistiques disponibles et à la portée réelle du cadre juridique ; difficultés liées à l'articulation Centre- Région (le cas d'Orel est il emblématique de l'ensemble de la Russie, ou est-il lié à la présence d'autorités ayant développé une politique originale dans la transition ?) ; difficultés liées aux frontières sociales de l'agriculture en Russie qui peuvent conduire à des erreurs de perspective (quelle représentation systémique des positions et fonctions de l'agriculture se donne la société de la Région d'Orel et comment fonctionne l'articulation des types d'agricultures qui vivent en partie en symbiose ?).

Galina V. TCHERNOVA Galina V., St. Petersburg State University

Développement du marché de l'assurance russe: problèmes et perspectives / Russian insurance market Development: Problems and perspectives

The paper deals with the dynamics of Russian insurance market, problems and perspectives of its effective development through 2001-2004¹⁶.

1000 insurance companies with the capital 1,5 bill of US dollars acted at the insurance market of Russia in the beginning of 2005.

The analysis of the insurance premium volume through 2004 showed that the insurance market had survived the real reduction due to the changes of insurance and tax Codes as well as the decreasing of the so-called pseudo-insurance and pseudo-reinsurance.

The share of the aggregate insurance premium in the gross domestic product in 2001-2004 changed in the interval of 2,77-3,25%. In 2004 this indicator reached 2,78% but counting pseudo-insurance and pseudo-reinsurance schemes the real meaning of this parameter decreased to 1,5%

The indicator of insurance density in Russia is increasing constantly beginning form 2001 and reached \$120 US in 2004.

The share of Russia in the world insurance market according to the insurance premiums gathered from the population is 0,5% although the dynamics of this indicator due to the rates of growth put Russia on the third place in the world rating. Comparative analysis of the Russian

¹⁶ The Russian insurance market indicators are based on the official figures. That's why the indicators show the nominal structure of the market. The real structure could be estimated only on the basis of the pseudo-insurance and pseudo-reinsurance schemes accounting.

insurance market relatively to the central and Eastern European countries showed its intermediate position. The international experts evaluate this market as investment attractive at least from the life-insurance market development.

Summing up the results of 2001-2004 insurance market development it is obvious the following factors of influence: the fast dynamics of the voluntary non-life and in the mandatory insurance – motor-vehicle third-party liability and medical insurance.

The Russian insurance market is characterized by the regional disbalance.. More than 40% of premium income is concentrated in the Central Federal region (including Moscow and Moscow oblast), 15% in The Volga Region and 12% - in the North-Western Region (including St.Petersburg and Leningrad oblast).

Elena G. EFIMOVA, St. Petersburg State University, Department of World Economy, Maria K. Tsenzharik St. Petersburg State University

Services de logistique électronique en Russie et à l'étranger / Electronic Logistics Services: Implementation in Russia and abroad

Export-import transactions provides for the organization of the control over commodities, the requirements to their certification and licensing, and to vehicles.

The international practice demonstrates that the most part of border procedures can be facilitate. In 1997 Commission on International Trade and Investment Policy (International Chamber of Commerce) has developed International Custom Guidelines for replacement procedures of physical customs control by pre-entry and post-audit documentary control. In 2005 the World Customs Organization has developed a number of the standards directed on facilitation of customs procedures and a trade security between the countries.

Currently trading and customs operations need electronic documents. Electronic Logistics Service is the type of activity connected with a turnover of electronic documents on the international commercial transactions and transportations. Applying of Electronic Logistics Services allows to accelerate, to facilitate and to reduce costs of registration of vehicles and cargoes in check points.

Electronic Logistics Services proceed from a principle of “Single Window” in accordance of which the required information is put once into an appropriate data base. This way the information became available for the concerned participants of the system. Originally information systems for each sector of transport services developed separately. The most highly integrated systems were the port administrations. Their achievements became a basis of the state systems of “Single Window”. At present the realization of the concept of “Single Window” is closely connected with the resolving the problems in the frame of the international transport conventions and agreements.

Practice of electronic services in EU is highly developed. Its expansion is constantly supported by the Centre for Trade Facilitation and Electronic Business UN/CEFRAC. The Virtual Customs Office in Sweden, airport cargo clearance point in Netherlands, port logistic system in Felixtow (Great Britain) can serve as examples.

Since 1994 the international cooperation on Electronic Logistics Service development in Northern Europe is carried out within the frames of TEDIM program. One of the Russian major projects in this sphere is “Kaliningrad transit”. It provides, in particular, introduction of Electronic Logistics Service on railway check points. TEDIM’s projects “Log COM 2”, “Infologservice”, “ELIG – RUS- EU” are realized by Russian and EU firms and government institutes.

Introduction of Electronic Logistics Service in Russia requires the complex solution, which includes the technical standard development of electronic documents, the appointment of the Ministries and the Departments to be involved in system of Electronic Logistics, the compatibility of the Russian and international models of Electronic Logistics, the financing actions for introduction of Electronic Logistics model in Russia, the adaptation of legal base on Electronic Logistics.

Cédric DURAND, CEMI-Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Le retour de l'Etat producteur en Russie / The Revival of the welfare State in Russia

Au cours de l'année 2006, de nouveaux termes tels que « Capitalisme d'Etat » ou « Corporate State » sont apparus sous la plume de commentateurs et d'experts pour qualifier le capitalisme post-soviétique. Cette nouvelle terminologie renvoie à une tendance à un réengagement de l'État russe dans l'économie qui est suffisamment sensible pour être interprétée comme un possible tournant dans la trajectoire post-soviétique.

Quelle et l'ampleur et quelles sont les caractéristiques de ce retour de l'Etat ? Comment peut-il être interpréter ? Nous nous proposons ici d'esquisser un agenda de recherche sur ces questions.

Kebabdjian [2005] identifie quatre figures économique de l'État qui ont progressé simultanément dans les économies capitalistes avancées après la seconde guerre mondiale : l'État régulateur qui organise et réglemente les marchés ; l'État providence qui notamment à l'aide de la fiscalité produit des biens collectifs ; l'État keynesien qui à travers sa politique macroéconomique joue un rôle stabilisateur et influe sur le niveau de l'emploi et des prix ; enfin, l'État producteur ou entrepreneur qui est constitué d'un ensemble d'interventions visant à l'accroissement de la puissance de l'État et de la nation davantage qu'à suppléer ou compléter une logique de marché. C'est cette dernière figure de l'Etat producteur qui nous intéresse.

Dans la plupart des pays et de manière encore plus évidente dans les pays post-socialistes, le repli de cette fonction de mise en œuvre de la production à force de privatisations est l'élément le plus marquant du le retrait de l'Etat sous le coup des politiques néolibérales. Or, certains changements intervenus en Russie depuis le début des années 2000 et surtout depuis le début du second mandat de Vladimir Poutine en 2004 semblent contredire cette tendance. D'un côté l'Etat s'est doté de nouveaux instruments pour jouer un rôle plus actif dans l'orientation du développement économique. Il s'agit en particulier de la mobilisation de ressources dans le cadre de quatre projets nationaux dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du logement et de l'agriculture, mais aussi de privilèges fiscaux attachés à des zones économiques spéciales et de la création d'un fonds d'investissements destiné à soutenir des partenariats publics-privés dans le cadre d'investissements d'infrastructures. Surtout, la propriété publique s'est étendue en raison de la croissance externe de firmes contrôlées par l'Etat et est en cours de réorganisation à travers la consolidation des actifs publics dans des holdings intégrés. C'est principalement à cette amplification / réorganisation de la propriété publique que cet article est consacré.

Dans un premier temps, des faits stylisés concernant cette expansion et cette consolidation de la propriété publique sont présentés. Nous introduirons ensuite le concept de *développementalisme instrumenté* comme hypothèse de recherche pour rendre compte du retour de l'Etat.

Atelier 5 : Compétitivité et performances

Modérateur : Dimitri Uzunidis

Nusret ABDULLAYEV,

La capacité de compétitivité de l'économie russe / The Russian economy's competitive ability.

Russian economy while possessing powerful raw material, scientific and technical potential, unfortunately, is losing competitive ability of goods and services. Most Russian goods abate to foreign analogues in quality, reliability, design and other parameters. In some case it's true that the competitive ability is improved by joint ventures with Italian, German and other partners which had a positive influence on Russian dynamics. So achievement of high competitive ability of Russian economy is a most important task. In this case there is not enough attention to the research of competitive advantages, their effective implementation in economy. Precise mechanism of competitive advantages realization is necessary. At the beginning competitive advantages are characterized by the dominance of a producer on the market. In this case producer can be a whole country, region, industry sector or enterprise. If we have in a view Russian competitive ability we consider Russia as an associated producer. On the international level competitors are national economies or enterprises as representatives. Any economy can't be competitive in all producing goods. But at the same time a firm can be competitive on international, the same as on national and regional markets.

Contemporary classics of the theory of competitive advantages consider the problem differently. For example, Porter thinks, that the term “competitive country” doesn’t have to be used. His expression that the firms compete on the international market is right from the point of the theory of competitive advantages. But in another hand we know that the competitive advantages can be and has to be researched on different levels: international, national, regional, microeconomic. All depend on the problem definition. Concerning the parameters characterizing the competitive advantages we have in a point quality, price, reliability, operating convenience, confidence. Today the competitive advantages have an innovation constituent. It’s, because high technology products give an opportunity to dictate the level of quality and reliability on the market. The firm wins the competition if it represents the more technologically developed economy. But in another hand, resource limitation, especially of mineral and hydrocarbon raw materials, gives an advantage to the countries rich in resources. The competitive advantage gives such countries an opportunity to dictate the prices for the raw materials on the international market. Anyway the most important component in contemporary world is high technologies, scientific and technological potential, and of course, workforce potential. The Japanese economy in 70-s is proof example for that.

In Russia innovative activity leaves much to be desired. The number of firm actively attracting investment in industry in 2001 was just 2066, in machine and instrument making industries - only 807. It’s a really small amount (almost 1%) considering that there are 145 thousand enterprises in industry. It’s true that since 2000 internal expenses for the research and advanced development are going up. But its share in GDP is still small (in 1999 – 1, 01%, in 2002 – 1, 32%). According to the forecast in 2007 it’s going to increase 1, 5 – 1, 6 times or 1, 56 – 1, 64% of GDP, against 1, 3% in 2003.

Porter especially emphasizes that the typical causes of innovation as a competitive advantage are new technologies, new or changed consumer needs, new market segment, cost changes or production components’ availability, changes in governmental regulations. So, new technologies are in the first place in order of importance. And it’s not happenstance. XXI century changes the priorities in factors of production: labor, capital and land. A. Marshall added the fourth element – organization, including knowledge. According to A. Marshall, knowledge is a powerful engine of production. Natural and climatic factors also play a big role in competition making it possible to produce goods (mostly food products) which are impossible to produce in other climatic zone (coffee, citrus fruits etc.). So competitive advantage determining factors are different and their different combinations make it possible to take leading positions on the market.

Today in Russia, where economy is depend on the export of hydrocarbon resources, factor expenses play an important role because semi-skilled labor and simple technology are used in the extractive industries. In 2002 about 51, 3 billion \$ of 90, 2 billion \$ of whole export to the non-CIS countries was got from mineral products which is more than a half. 45, 4% of whole export to the CIS countries were a mineral resources (7, 1 billion \$). This entire trend is alarming because Russia is depend on oil export when at the same time gold and foreign exchange reserves work for other countries. Competitive advantages in XXI century, as noted above, are moving to the high technology sector, based on research and advanced development results. But in 1990-s as a result of slump of government order a high technology economic sector lost its dominance. It’s mostly because of former dominant positions of industrial-military system. Now most of authors consider it as a monster taking a huge amount of budget resources. It’s a primitive approach. Industrial-military system is a producer of high technological production which has a good demand on international market. Enterprises of the industrial-military system are successfully collaborating with different countries delivering weapon and military equipment of international high standards. But there are also a lot of problems in this sphere and in case of not solving them the competitive advantage can be lost. The industrial-military system exists because of orders from other countries. The government is not able to invest enough money to the sector. The importance of industrial military complex is not limited by the external supply. It always was a leader in scientific and technological progress being a base for the related branches of civilian machine production. Thus, the complex is a diversified system which is able to produce a competitive production. And it’s necessary to use the advantage because there are a lot of possibilities. M. Porter gives an interesting scheme of

country competitive ability development, consisted of four stages: factors, investment, innovation and wealth. We exploit subsurface resources extracting more and more mineral and hydrocarbon resources. This way can't be considered as strategic, targeted for the long term. It's necessary to step from the factor's stage to the investment stage as fast as possible. Competition is possible only with a new technology for what a huge investment to the economy is necessary.

Where to take financial resources for the investment? Are they in Russia? The answer is yes. According to the different expert analysis the populace accumulated about 40 – 60 billion \$. Some people in government are really worried about the huge amount of dollars population has. The problem can be solved only in one way – by creating conditions and appropriate guaranties for depositing money to the commercial banks for the next investment to the Russian economy. But now for the Russians reliability of Russian banks is impeached. Also banks still are not strategic investors.

But at the same time despite to the convincing arguments for the necessity of the step to the investment stage, in this situation Russia can use her advantages due to propitious environment on the market of hydrocarbon and mineral resources. But it's effective for short term. Strategy for realization of competitive advantages includes an investment resources build-up and innovative activity increase.

In this contest having the Stabilization Fund resources in the foreign currencies and stocks are bewildering. The Russian government decided to shore up the financial systems of 14 countries, instead of doing it for own economy. It means that the Stabilization and Pension Funds will work for the economies of USA, Great Britain, France, Germany and 10 other countries. What the western investors have to do, if Russian government doesn't believe in own country? What kind of competition can be here?

Actually a lot of factors have an influence on country competitive ability: infrastructure, information, etc. But to fill all market requests and develop the factors, the economy has to be invested. For instance, in contemporary economy infrastructure consist of telecommunications, mobile communications, computer technology etc. In Russia traditional infrastructure components (roads, power supply lines, bridge, channels etc.) are still important. In the country with a territory of 17 million sq. km., road system, ports, gas pipe lines and other traditional infrastructure components still provide a normal economic functioning.

It's true that Russian economy is developing. In some case it's because of favorable situation on international market, in other – other factors. On many international markets Russia mostly sells oil, gas, wood, metals and in less amount – weapon and military equipment. This export structure shows the factor stage of competition development. It forces to think about the future. The repeated claims of ministers about the innovative way of development are not realized in practice. Russia is still didn't achieve the pre-crisis condition in economy. Competitive ability is a strong factor in this way. But for development, active investment and innovation policy is necessary.

Olga GARANINA, Université de Grenoble II

Evolution de la spécialisation internationale de la Russie depuis le début de la transition / Evolution of the international specialisation of Russia since the beginning of the transition process

Suite à l'éclatement du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (CAEM) et de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), la Russie doit faire face à deux problèmes majeurs: passage de l'économie fermée à l'économie ouverte, et de l'économie administrée à l'économie de marché. A la différence des pays de l'Europe centrale, où les réformes de la transition sont vécues comme un processus de libération de l'empire socialiste et ont pour but l'adhésion à l'Europe, en Russie, ce processus est associé à des pertes considérables. En comparaison avec l'URSS, la Russie représente environ la moitié de sa population, 76% du territoire et 60% de la production industrielle¹⁷, à quoi s'ajoute l'émergence de nouvelles frontières séparant la Russie de l'Europe Centrale et du Moyen Orient, la réduction de ses façades maritimes et la perte du contrôle de certains de ses ports les plus importants. La Russie est devenue un pays plus

¹⁷ Voir OECD [1996], p. 58.

nordique par rapport à l'ex-URSS. La nature même du territoire, bien que extrêmement riche en ressources naturelles, pose des contraintes sur ses performances économiques. Le climat et l'immensité du territoire impliquent des dépenses supplémentaires¹⁸. De plus, la perte du statut de superpuissance n'a pas été compensée par les gains économiques pour la majorité de la population. La transition a conduit à l'appauvrissement d'une large couche de la population, une forte différenciation des revenus, et la dégradation des indicateurs démographiques et de santé. La diminution de la population¹⁹ pose une contrainte sérieuse pour l'équilibre économique et social dans les années à venir.

La Russie a hérité des disproportions économiques de l'économie planifiée, soit le surdéveloppement de l'industrie lourde et de l'industrie de défense au détriment de celle des biens de consommation, d'une part, et une faible compétitivité des industries manufacturières d'autre part. La spécialisation internationale de la Russie est une continuation des structures économiques héritées de l'URSS. Pendant la transition, la Russie s'enlise dans le modèle de développement basé sur les exportations des hydrocarbures, les industries manufacturières s'avérant non compétitives dans un environnement concurrentiel. La question se pose aujourd'hui quant aux perspectives de diversification des structures de production. L'objectif de cette recherche consiste à étudier l'évolution de la spécialisation internationale de la Russie depuis le début de la transition, et estimer le potentiel de diversification de ses structures productives et d'exportation. Le développement économique, la croissance et la diversification de l'appareil productif, l'augmentation du contenu technologique de la production sont affichés dans le discours officiel comme les objectifs à atteindre et représentent la condition de la stabilité intérieure et de la meilleure intégration internationale de la Russie.

L'article traite de trois thèmes majeurs :

- (1) évolution de la spécialisation internationale de la Russie (notamment, calcul des indices de la spécialisation internationale en recourant à la méthode de Lafay et. al. [1999]). La Russie possède les avantages comparatifs révélés dans les hydrocarbures, ainsi que dans certains produits de ressources naturelles (notamment la filière bois - papier) et intensifs en énergie (métaux non ferreux, acier, engrais). Pendant la transition, la Russie s'enlise dans le modèle de développement basé sur les exportations des hydrocarbures et matières premières, sur lesquels elle a des avantages absolus, et n'arrive pas à développer des avantages dans d'autres secteurs;
- (2) évolution de la structure géographique des échanges de la Russie. La Russie tente de préserver la zone d'intégration régionale avec les anciennes républiques de l'URSS (à l'exception des pays baltes), ce qui donne naissance la CEI. Or, l'intégration prend un caractère étatiste "de façade" alors que les stratégies des acteurs privés s'orientent essentiellement vers les marchés occidentaux ;
- (3) perspectives pour l'avenir avec une attention particulière portée au secteur des hydrocarbures. La croissance des recettes des hydrocarbures, contribue à l'appréciation réelle du rouble, et, par ce biais, a un impact négatif pour les secteurs manufacturiers exposés à la concurrence internationale.

Victoria V. DOBRYNSKAYA, State University – Higher School of Economics – Moscow
Politique monétaire de taux de change de la Banque de Russie sous la rigidité des prix asymétrique / Monetary and Exchange Rate policy of the Central Bank of Russia under asymmetric Price Rigidity

This paper analyses optimal monetary policy under incomplete pass-through and asymmetric price rigidity. In a general equilibrium stick price model of a small open economy we find that the optimal interest rate rule is to respond to real exchange rate shocks, reducing pass-through. Moreover, the extent of optimal intervention depends positively on the degree of pass-through and negatively on price rigidity. Therefore, monetary policy should adjust more in case of

¹⁸ Voir Parshev [2001].

¹⁹ Selon les projections de l'ONU, la population tomberait à 140 Mns en 2010, 133 Mns en 2020, 125 Mns en 2030 et 112 Mns d'habitants en 2050 dans le scénario médian, et cette diminution de la population s'accompagnerait d'un vieillissement considérable. United Nations Population Division, World Population Prospects : The 2004 Revision Population Database, <http://esa.un.org/unpp/> . Accès le 17 juillet 2006.

depreciation of domestic currency than in case of its appreciation due to higher downward price rigidity and lower pass-through. We use this prediction to evaluate monetary policy of Central Bank of Russia. We find that the present policy is too inflationary and suggest that less effort should be made to prevent nominal appreciation of Rouble.

Sergei F SUTYRIN, St. Petersburg State University

Organisation Mondiale du Commerce sur la voie de Cancún vers Hong Kong : perspectives et repercussions sur la Fédération russe / WTO on the way from Cancún to Hong Kong: prospects and repercussions for Russian Federation

The article deals with the modern stage in controversial performance of World Trade Organization (WTO) which was officially launched by the Fourth WTO Ministerial Conference in 2001 as Doha Development Agenda (DDA). Initial hopes generated by it soon turned to serious doubts and then to dissatisfaction alongside with open conflict of interests among member states. Failure of Cancun – the Fifth WTO Ministerial Conference in September 2003 resulted from the whole set of reasons discussed in the paper appeared to be the most obvious manifestation of aforementioned problems.

Under the circumstances the mere survival of WTO was openly challenged by many critics. Faced by this threat the member states managed by mid- 2004 to achieve uneasy compromise by accepting so called “July package”. The later adjusted initial agenda largely in line with the requirements of developing countries. Special references were also made with respect to concerns of recently acceded countries.

In spite of the fact that “July package” provided the WTO members with certain additional room for maneuver, negotiation process till the very end of 2005 brought very minor progress. Hence any meaningful success of the Sixth WTO Ministerial Conference in Hong Kong (December 2005) was under substantial risk. Nevertheless member states once again demonstrated their commitment to the maintenance of multilateral trading system, although with relatively modest results in terms of specific mutual obligations and concessions within the framework of DDA.

The article envisages assessing the impact of the process under review on prospects of Russia’s accession as well as the country’s active participation in the further operation of the WTO. The author discusses the issue from the point of view both threats and opportunities. Trying to calculate the balance he tends to argue, firstly, that Russia might ultimately benefit from “July package” and, secondly, that substantial efforts invested by the country in accession negotiations were not in vain.

14 heures 30 à 17 heures 30

Atelier 6 : La Russie, l’Union européenne, l’Asie / Russia, European Union and Asia

Modérateur : Sophie Boutillier

Barbara DESPINEY-ZOCHOWSKA, CR1, Centre d’Economie de la Sorbonne, CNRS/Université Paris 1

La Russie entre l’espace européen et l’Asie / Russia between the European area and Asia

Deux mouvements majeurs marquent l’évolution des relations économiques internationales: mondialisation et régionalisation. La première se traduit par des flux transnationaux financiers, de services et de marchandises, des accords entre entreprises à l’échelle mondiale, et une interaction accrue entre les centres de décision. La deuxième signifie la fin du dialogue Nord-Sud, telle qu’il a été conçu par les Nations Unies, et son remplacement par les blocs régionaux. En effet, après l’époque du débat sur un nouvel ordre économique mondial (années soixante-dix — début des années quatre-vingt), débat à laquelle l’Europe de l’Est a pris une part plutôt limitée, nous sommes entrés dans une époque des « ordres économiques régionaux ». En effet, il s’opère un déplacement du centre de gravité de l’économie mondiale du bassin Atlantique au bassin Pacifique et l’émergence d’un monde « triadique » : Amérique du Nord / Europe / Asie-Pacifique. Quinze ans après la chute du Mur de Berlin il s’agit de voir quelle est aujourd’hui la place de la Russie dans la nouvelle division internationale du travail. Est ce que ce pays va

devenir membre d'un espace économique pan-européen, où plutôt membre à part entière de l'APEC ? L'adhésion éventuelle de la Russie à la zone Asie-Pacifique ne pourra que satisfaire le courant néo-eurasien auquel se réfère aujourd'hui implicitement ou explicitement l'ensemble de la classe politique russe. Nos réflexions personnelles qui seront émises dans cet article sont tout d'abord les fruits de la recherche entreprise entre 1976 et 1982 dans le cadre du Centre de l'économie internationale des pays socialistes de l'Université Paris I, dirigé par Marie Lavigne, pour ce qui est de sa partie historique (dialogue Nord-Sud). Par la suite elles s'étaient enrichies par un travail collectif et pluridisciplinaire mené pendant quatre ans au Centre d'études sibériennes de l'IRENISE (ex-IMSECO) sous la direction de Marc Ferro. Aujourd'hui, ce travail se poursuit au Centre d'Economie de la Sorbonne par l'étude du processus de la transition qui a lieu à l'Est. Etudier la transition en Russie est d'autant plus intéressant qu'elle s'inscrit dans le cadre de ces deux processus parallèles qui sont la mondialisation et la régionalisation. Le processus d'intégration de la Russie à la zone Asie-Pacifique nous l'avons abordé à travers ses extrémités extrême-orientales.²⁰ Aujourd'hui, la situation a changé avec l'émergence de deux puissances régionales : la Russie et l'Inde. Quant au espace européen, après la crise ukrainienne résolue avec l'aide de l'Union européenne, il sera intéressant de voir quelle attitude prendra la Russie face aux nouveaux élargissements de l'Union à l'Est. La communication proposée essaiera de répondre à ces nouvelles questions.

Elena COUFFIN, Université d'Etat des Sciences humaines de Russie, Moscou

La perception mutuelle entre les nations comme facteur de développement du commerce international. Exemple de la perception mutuelle franco-russe / The mutual perception between nations as a development factor of international trade. Example of mutual perception France-Russia

La tendance actuelle du développement de la coopération internationale dans le domaine du commerce met en évidence la nécessité de surmonter les difficultés qui demeurent sur le pour que les nations atteignent une entente mutuelle et ceci rend les études sur la communication interculturelle encore plus actuelle. La composante de ses études la plus importante est la perception des autres cultures, une question directement liée aux interactions culturelles.

L'expérience très riche des relations économique franco-russe dans le passé et de nos jours fourni un champ d'investigation intéressant pour la recherche et permet d'effectuer déductions intéressantes.

Dans la partie théorique de ce rapport, on projetera de:

- Fixer le périmètre des questions liées à la spécificité de la perception entre les nations. Il s'agit de démontrer le rôle et la place de la perception dans la communication d'affaire internationale.
- Démontrer les facteurs essentiels garantissant une bonne perception dans le commerce international, notamment l'intérêt culturel mutuel, l'analyse de la subjectivité croisée et le rôle des stéréotypes internes et externes.
- Eclaircir le processus d'apparition et de changement des stéréotypes nationaux.
- Aborder le problème de l'adaptation des activités d'une entreprise dans les conditions d'une culture « étrangère ».

Dans la seconde partie du rapport, on donnera des illustrations de ces déductions théorique sur les exemples pratiques des liens commerciaux entre l'Union Européenne et la Russie. On s'attardera plus particulièrement aux relations commerciale franco-russes.

- La perception mutuelle comme fondement de la stratégie du marketing et des relations publique d'une entreprise dans les conditions d'une culture étrangère. Perception par stéréotype du consommateur (Sur l'exemple du positionnement en Russie des journaux féminins européens et l'introduction sur le marché européen de marques alimentaires russes)

²⁰ Cet travail a débuté en 1991 est s'est terminé par l'élaboration d'un rapport intitulé « Développement régional et coopération internationale en Extrême Orient Russe », transmis en 1997 au Ministère de la Recherche et de la Technologie.

- Caractéristique compressée des préférences commerciales et culturelles dans la Russie contemporaine (D'après les études sociologiques et les données statistiques)
- Lien d'affaires franco-russe. Analyse historique du rapport avec la France. Introduction à l'histoire: Origine du succès du commerce français en Russie à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle (Qui sont les « français moscovites », et pourquoi leur activité fut un si grand succès)
- Difficultés sur le chemin de l'établissement et du développement de liens commerciaux Préjugés, spécificité de la mentalité russe, image de la Russie en France et réciproquement. (D'après les études sociologiques, la littérature et le cinéma contemporain)
- La perception mutuelle des nations comme facteur d'efficacité du dialogue franco-russe.

Ivan DARUSHIN , Saint Petersburg State University

Situation actuelle du marché des titres et des produits dérivés et leurs interactions avec les marchés financiers européens / The Present State of Russian Securities and Derivatives Market and its Interaction with European Financial Markets.

Le marché financier russe est apparu pendant la période de transition de l'économie sur la voie du marché. En même temps, au moment de son apparition il n'y avait pas de circonstances objectives pour cela.

Ainsi, la création du marché de titres a été menée de la manière suivante :

- 1- Formation d'un grand nombre de propriétaires/privatisations,
- 2- création de la base normative d'un marché fonctionnel/adoption de lois,
- 3- mise en place de l'infrastructure du marché (législation, associations professionnelles, autorisation pour activité professionnelle du marché).

Résultat, au milieu des années 1990 est apparu un marché suffisamment développé de titres corporatifs ayant à sa disposition les outils, les participants et les dirigeants commerciaux. Il convient de signaler que vers la fin des années 1990 sa création était vraiment une réalité. Cependant, sur certains marchés, on observait des « contractures ». Par exemple, la prédominance des emprunts de courte durée (pour un an), des outils de même type avaient été proposés (généralement des obligations d'escompte). La politique déraisonnable d'augmentation de l'endettement a conduit à la formation de pyramides. Résultat, une crise financière globale s'est produite y compris au sein du marché de titres.

Or, la crise de 1998 a donné quelques éléments positifs :

- 1- la dévaluation du Rouble (X5) a créé les conditions pour la croissance de la production nationale et par conséquent pour l'évolution du marché financier ;
- 2- une augmentation des banques et des entreprises efficaces a fait son apparition,
- 3- le nombre des organisation du marché des titres avait diminué (les bourses non performantes ont été fermées) ;
- 4- les mouvements monétaires libres étaient transférés du secteur étatique au secteur corporatif.

Eric VERNIER, Lab. RII/ULCO

Economie parallèle russe et intégration européenne / Russian informal economy and the European integration

Entre 5 000 et 8 000 organisations criminelles comptant plus de 100 000 membres contrôlent de 25 à 40 % du PNB de la Russie. Ces groupes mafieux possèdent ou dirigent dans le pays 40 % des entreprises privées, 60 % des entreprises d'État et jusqu'à 80 % des banques. À partir de ces données, il est nécessaire de se questionner sur la capacité de ce pays à intégrer l'Europe économique et politique. La zone européenne peut en effet être considérée, malgré quelques dérapages récents largement médiatisés, comme un espace démocratique et libre de toute influence criminelle sur les décisionnaires. Notre article présente dans un premier temps un état des lieux de la criminalité organisée russe et plus particulièrement de son avatar financier que représente le blanchiment de capitaux illicites. Puis nous nous interrogerons sur les conséquences socioéconomiques de ce fléau, interdisant ainsi l'intégration de la Russie dans l'économie de l'Europe.

Les avancées de la finance et ses innovations, la déréglementation et la globalisation ont profité aux organisations criminelles, qui se mondialisent et se structurent de façon impressionnante, afin de tirer profit de toutes les failles du système légal.

La fluidité et l'opacité qu'a atteint ce système financier dérégulé est une véritable aubaine pour l'économie souterraine. Aujourd'hui, les organisations criminelles sont devenues des acteurs à part entière de la sphère économique allant jusqu'à devenir l'un des rouages de notre système.

Or, entre 5 000 et 8 000 organisations criminelles comptant plus de 100 000 membres contrôlent de 25 à 40 % du PNB de la Russie. Ces groupes mafieux possèdent ou dirigent dans le pays 40 % des entreprises privées, 60 % des entreprises d'État et jusqu'à 80 % des banques. À partir de ces données, il est nécessaire de se questionner sur la capacité de ce pays à intégrer l'Europe économique et politique. La zone européenne peut en effet être considérée, malgré quelques dérapages récents largement médiatisés, comme un espace démocratique et libre de toute influence criminelle sur les décisionnaires.

Notre article présente ainsi dans un premier temps un état des lieux de la criminalité organisée russe et plus particulièrement de son avatar financier que représente le blanchiment de capitaux illicites. Puis nous nous interrogerons sur les conséquences socioéconomiques de ce fléau, interdisant ainsi l'intégration pure et simple de la Russie actuelle dans l'Europe.

Aurora MORDONU, ONU

L'élargissement de l'Union européenne est-il la cause d'une déviation des exportations russes ? / Does the EU enlargement cause trade diversion from Russian exports?

This chapter is an attempt to assess the possible trade diversion from the Russian Federation caused by the EU enlargement to 10 Central and Eastern European Countries (CEECs). Left out of the club, Russia has been confronted with potential losses of CEECs and EU15 markets. The effects of the factual enlargement are approximated by the transformations introduced by earlier regional integration in the region. The Europe Agreements (EA) and other Preferential Trade Agreements (PTA) among the CEECs advanced most of the transformations related to the EU enlargement, at least as far as trade is concerned.

The method rests on the gravity model enriched with the Michaely indices of potential trade diversion, as a new measure of export diversion. The use of the indices in this context provides several advantages over the use of PTA dummies. They are a more accurate measure of trade diversion, they can be correctly estimated since they are not incorporated in the bilateral importer-exporter effects and they do not suffer from endogeneity. In order to account separately for trade creation, another two variables, trade creation and export compatibility indices, are used. The set of indices is used successively in a before-after EA specification, a static panel data specification and a dynamic panel data specification of the gravity equation. The dynamic panel setting reveals as the most correct specification, eliminating autocorrelation and reducing to a minimum the risk of omitted variable bias. This is possible because the lagged dependent variable already captures an important part of the omitted variables. Since the trade flows are analysed in a transition period, a partial adjustment model is a theoretically appropriate interpretation of the dynamic specification.

The results of the estimations do not confirm the trade diversion hypothesis for the aggregated data. Although intra-EU25 trade increased tremendously, this was not at the expense of Russian exports. The low level of Russian exports may be caused by other factors than the EU enlargement, such as Russia's internal limitations.

Atelier 7 : La Russie européenne : de l'économie au politique / European Russia: from economics to politics

Modérateur : Irina Peaucelle

Evguénia MADELEINE, Lab .RII/ULCO

Evolution des relations économiques et politiques entre la Bulgarie et la Russie / Evolution of economic and political relations between Bulgaria and Russia

Avec la sortie du communisme puis l'intégration à l'UE, les échiquiers politiques des nouveaux États membres se sont remodelés. Reconversions des anciens appareils communistes,

engagement politique, parité hommes-femmes, extrémismes de natures diverses caractérisent les évolutions des quinze dernières années.

Quinze ans après la disparition de l'URSS, quel est le poids de la Russie dans l'espace post-soviétique recomposé ? Et de quels moyens de pression sur ses voisins et partenaires dispose-t-elle ? Quels liens entretient-elle actuellement avec ses ex-satellites et les pays balkaniques ?

En quoi la CEI et les diverses organisations venues se greffer sur celle-ci servent-elles la stratégie de Moscou visant à maintenir son statut de puissance régionale ? Un resserrement de ses liens avec les deux géants asiatiques, la Chine et l'Inde, au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai, peut-il représenter une alternative pour le Kremlin ?

Voici un ensemble de questions qui interpelle et mérite une réflexion.

Adrian NETEDU, Université de Iassi, Roumanie

Les relations Roumanie Russie entre vieille et nouvelle alliance / Relations Romania/Russia between old and new alliance

1. Les relations entre les deux pays dans une perspective historique moderne.

A. La guerre russo-turque (1806-1812) et ses conséquences dans les Balkans.

- La situation de Moldavie (Bessarabie) entre Prut et Dniestr après la guerre.

- Le Traité d'Adrianopol (1829) et la naissance du capitalisme roumain.

B. La guerre de Crimée (1853-1856) et les nouveaux rapports des forces en Europe.

- Le Traité de paix de Paris (1856) et l'Union de Valachie et Moldavie

C. La guerre de l'Indépendance (1877) et le rôle de la Russie dans les revendications territoriales.

D. Les relations avec la Russie avant et après la première guerre mondiale.

-La constitution de la Grande Roumanie (1918)

-Les relations de Roumanie avec U.R.S.S. après 1922

2. La deuxième guerre mondiale et les conséquences sociales, économiques et politiques pour la Roumanie.

-l'instauration et l'évolution du régime communiste en Roumanie et le rôle de l'U.R.S.S.

- le rôle économique de C.A.E.R.

3. Les relations Roumanie Russie après la Révolution de 1989

-les nouveaux traités de paix

4. Des contraintes actuelles et perspectives futures dans les relations bilatérales.

-Roumanie comme candidat à l'Union européenne

-Roumanie comme membre NATO

-Roumanie et la dépendance énergétique de Russie

Rémy VOLPI, Lab. RII/ ULCO

L'Europe, petit cap du continent asiatique ? / Europe, small cap of the Asian continent?

Si les Européens répugnent à intégrer la Turquie à leur Union, le même projet relatif à la Russie semble hors de propos car il n'est tout simplement pas envisagé. Cependant, il y a de bonnes raisons d'intégrer également la Russie, et cela avant même la Turquie.

La Russie et l'Europe ont de nombreux éléments communs dans leur histoire, avec des destins parallèles et opposés : de la barbarie à la civilisation pour l'Europe occidentale, et inversement pour la Russie.

L'intégration de la Turquie était initialement vue par les Occidentaux comme un moyen de se renforcer face à l'URSS. L'effondrement de celle-ci rend caduc cet argument. Mais une menace de taille se fait jour : la Russie.

L'intégration de la Russie à l'UE est de nature à apporter une synergie économique, à tenir à distance la Russie, et à permettre de promouvoir mondialement le modèle européen, qui adoucit les mœurs. A défaut, l'Europe serait réduite à ce qu'elle est géographiquement : un petit cap de l'Asie.

Pierre BAILLY, Université Grenoble II

Les relations de l'Europe et de la Russie de la confrontation à la coopération / Relations between Europe and Russia, from confrontation to cooperation

Les relations de l'Union européenne et la Russie se développent sur des bases renouvelées après le dernier élargissement qui touche cinq États anciens membres du CAEM et du Pacte de Varsovie et trois États de l'ancienne Union soviétique.

Les relations entre la CEE puis l'UE avec l'Union soviétique puis la Russie ont été marquées plus par l'affrontement que par la coopération. Tout d'abord la création de la CECA se situe dans une logique de confrontation qui ne s'achèvera qu'avec la disparition de l'Union soviétique. La logique de transition prendra alors le pas sur la confrontation, sans que des éléments de celle-ci ne perdurent. La logique de la transition vise à détruire le fonctionnement antérieur de l'Union soviétique pour lui substituer un capitalisme pur. La dernière période voit poindre des embryons de coopération.

LA CONFRONTATION

La CECA et la CEE se sont développées pour assurer la paix en Europe occidentale et pour s'opposer à l'Union soviétique. Les gouvernements des États-Unis ont soutenu la construction européenne en outre car elle représentait un rempart face à l'URSS.

La CEE s'est construite en partie contre la menace réelle ou supposée de l'Union soviétique.

Les PECO ont toujours été conçus comme un espace intermédiaire et de liaison entre l'Europe occidentale et la Russie soviétique. Ils sont nés des traités suivant la Première guerre mondiale d'un démantèlement de l'Empire Austro-hongrois et de la disparition de l'Empire russe. Il s'agissait alors d'organiser une zone tampon entre ce qui allait devenir l'URSS et les démocraties occidentales. Leur intégration à l'espace socialiste inversait la logique stratégique sans modifier le rôle de ces États²¹.

Dès la fin du CAEM et du Pacte de Varsovie, l'UE lance le programme PHARE (Pologne Hongrie Aide à la Reconstruction économique) qui sera ensuite étendu aux autres PECO. Il se situe dans une logique de développement de relations spécifiques entre ces États et l'UE. Avec le temps de programme d'aide il se transformera en programme de coopération facilitant le processus qui débouchera sur l'adhésion de ces pays à l'UE.

Leur adhésion à l'UE transforme la configuration géopolitique, l'UE est désormais frontalière de la Russie et de la CEI.

Il existe dans l'UE des forces qui continuent de penser qu'il est nécessaire d'affaiblir la Russie. Cela prend la forme de soutien aux adhésions de l'Ukraine et de la Biélorussie de façon à réduire l'espace d'influence russe. L'organisation spontanée du coup d'État en Georgie comme le soutien sans nuance des islamistes Tchétchènes participent de cette vision. La lutte contre le terrorisme international et l'installation de base militaire au sein de républiques de la CEI peuvent faire penser à un encerclement de la Russie.

Un substitut à la confrontation s'est développé à partir des années 1990 sous la terminologie de la transition.

LA TRANSITION

C'est globalement la continuation de la confrontation sous une autre forme.

L'idée de base est que la période soviétique n'est qu'une parenthèse, l'imposition d'un corps étranger sur le corps de l'éternelle Russie. Elle s'appuie sur une double négation : la révolution russe était un accident plus ou moins fomenté par des éléments étrangers, les transformations réalisées durant la période soviétique sont des artefacts sans enracinement profond.

Après 1991, l'approche de l'UE comme des EU est de faire revenir l'ancienne URSS, la nouvelle Russie au modèle occidental, c'est le modèle dit de la transition.

Une économie planifiée irréaliste vers une économie de marché pure débarrassée des contraintes existant en occident. C'est le libéralisme à tout crin les thérapies de choc des experts de Harvard. L'État est le problème, le marché la solution tout ce qui affaiblit l'État est soutenu. Les actifs industriels sont bradés et acquis selon des procédures obscures ou les entreprises sont mises en

²¹ Durant toute la période soviétique, jusqu'en 1989, aucun des mouvements populaires qui ont agité les PECO n'a été vraiment soutenu, sauf par des déclarations d'autant plus enflammées qu'elles étaient vaines.

liquidation. L'objectif est l'insertion de la Russie dans un espace mondialisé sous domination américaine.

Cette démarche ruine le peuple Russie et se heurte à la crise de 1998. On assiste à l'instauration d'un capitalisme d'oligarque avec des relents mafieux. En fait se met en place une économie duale d'un côté des entreprises ouvertes au commerce et aux relations internationales au sein d'un système de concurrence limitée ; de l'autre une économie de la survie au sein de structures anciennes.

Du point de vue européen c'est le programme TACIS décalque du programme PHARE dans une logique d'aide qui se transformera également en programme de coopération. La différence essentielle entre la Russie et la CEI et les PECO tient à la vision de l'avenir. D'une part les PECO sont sauf la Pologne de petits pays ayant à termes vocation à entrer dans l'UE. Il n'en est pas de même pour la Russie qui reste une grande puissance et dont l'adhésion à l'UE ne pourrait que conduire à une modification radicale de celle-ci.

La transition qui supposait implicitement que le but était connu et souhaitable. Les institutions internationales ont mis au point des indicateurs permettant de suivre et de quantifier le processus de transition !

Devant les difficultés de la transition et des réalités nationales et internationales, l'UE propose la mise en place de coopérations

LA COOPERATION

La réalité économique et sociale russe est plus complexe que les modèles simplistes proposés par les experts libéraux du courant économique dominant. La période soviétique n'est pas une simple parenthèse, les Russes ne sont pas prêts à faire disparaître tout cet héritage, en particulier l'importance du secteur non marchand, au profit de nouvelles chimères.

L'échec des politiques de transition, le retour d'un pouvoir russe plus indépendant des pressions occidentales conduisent à une inflexion des réflexions sur les relations à construire entre l'UE et la Russie.

C'est dans ce cadre que nous analysons l'Accord stratégique entre l'UE et la Russie. Il se situe dans un cadre permettant de promouvoir une coopération sur le long terme. Si tel était le cas, nous assisterions à un changement radical dans la configuration de conflit-coopération avec les EU.

L'UE considère que la Russie ne représente pas une menace pour l'UE, qu'elle partage. Cependant, la Russie est dans une phase de mutations et de transformations qui sont autant de facteurs de tensions. Leur exacerbation peut déboucher sur des affrontements dans une situation instable peu prévisible ce qui peut conduire à des tendances à l'autoritarisme avec le danger réel de mise en place d'un régime autoritaire. Cette situation ne pourrait être que dommageable pour les Russes mais également pour l'UE.

La configuration de la Russie dépendra du choix des Russes, importance de la démocratie politique, économie et sociale, la Russie accomplit ses réformes économiques et politiques sans autre référence que les principes généraux de l'ONU et l'OSCE.

La Russie n'est pas un futur État membre, elle ne s'inscrit pas dans une logique d'intégration à l'UE, on ne peut la traiter comme un pays candidat. Elle est un acteur indépendant qui a des intérêts propres.

Ces considérations fondent l'Accord de partenariat et de coopération (APC) qui insiste sur le maintien et le développement des libertés politiques et économiques

Création d'une zone de coopération en vue de la mise en place d'une zone de libre-échange entre l'UE et la Russie, « en fonction des circonstances ». (article 3)

L'élargissement de l'UE conduit à une frontière commune avec la Russie et la CEI.

Nécessité de signifier la nouvelle configuration, protocole à l'ACP qui marque que les nouveaux adhérents sont pleinement intégrés à l'UE et ne font plus partie de l'espace d'influence russe.

La constitution d'un espace de coopération au sein de la CEI doit bien évidemment s'appuyer sur le développement des libertés publiques et économique mais aussi sociale. La démocratie sociale est trop souvent oubliée.

Si les rancunes restent fortes au sein de la CEI en souvenir de la période soviétique, il ne faut pas oublier que les haines étaient vivaces quand les bases de la future UE ont été posées en 1951. Les

valeurs et l'histoire commune des pays de la CEI et l'intrication des citoyennetés et des nationalités sont une opportunité.

La construction de l'UE peut constituer un sujet de réflexion, sans être un modèle, sur les possibilités de bâtir un espace de coopération au sein de la CEI.

Parmi les conditions de la constitution d'un espace de coopération outre les éléments politiques et économiques, il faut insister sur les éléments de démocratie sociale.

Les conditions d'une coopération supposent d'accepter la Russie comme un partenaire égal en droits et en devoirs, de s'éloigner de la politique des États-Unis d'affaiblissement de la Russie. Il est alors cohérent de lui reconnaître un espace d'influence comme à toute grande puissance.

Deux attitudes sont possibles la Russie est un des États membres de la CEI et doit être traité comme les autres. Cette attitude sera facteur de tension entre la Russie et l'UE sans d'ailleurs permettre un positionnement clair des autres pays de la CEI. Peut-on vraiment faire miroiter à la Georgie ou l'Arménie voire l'Ukraine une adhésion à l'UE à un horizon prévisible disons d'une génération ?

Une autre attitude consiste à admettre que l'histoire a fait de la Russie un polarisateur de son environnement proche et que l'on peut envisager que sur un modèle proche de l'UE se constitue un espace de coopération entre les membres de la CEI. Dans cette optique, les pays ne sont pas incités à se positionner sur des stratégies irréalistes mais à envisager des formes de coopération démocratique.

CONCLUSION

La grande vague idéologique libérale reflue, le recours au seul marché n'est plus défendable que ce soit au plan des internes des États qu'au plan international où aucune économie mondiale n'apparaît. Les agents privés (firmes transnationales comme ONG) n'ont pas construit un espace de cohérence pour le fonctionnement du monde. Les États restent des réalités incontournables.

Si aucune construction mondiale ne semble aujourd'hui envisageable, cela n'exclue pas la constitution d'espaces régionaux dont l'UE est un exemple. Dans un tel monde multipolaire, les États, les agents privés internationaux et les regroupements régionaux constitueraient les agents d'un monde complexe. Le monde serait régionalisé chaque région assurant en relation avec les États une régulation économique et sociale sur son espace. Dans cette direction, il serait possible d'imaginer une régionalisation comprenant la Russie au sein d'une construction regroupant des États selon des principes démocratiques. Il est tout à fait évident qu'aucun déterminisme économique ne permet de penser l'émergence d'espaces régionaux. Ils seront le résultat de constructions politiques volontaristes.

Une seconde hypothèse serait que les regroupements régionaux ne seraient que fonctionnels au sein d'un espace de libre-échange dominé par la concurrence-confrontation-coopération entre les États-Unis et la Chine qui serait les deux pôles d'un monde bipolaire.

Bertrand DE LARGENTAYE, « Notre Europe »

Evolution des relations diplomatiques entre la Russie et l'Union européenne / Evolution of diplomatic relations between Russia and the European Union

La communication, qui partirait du présupposé que l'intérêt de l'Union européenne est d'avoir à ses frontières une Russie qui soit à la fois forte, prospère et démocratique, comprendrait trois parties.

La première se présenterait comme un état des lieux des relations entre l'Union européenne et la Russie. Le partenariat apparaît aujourd'hui comme une relation structurée, donnant lieu à une stratégie commune de l'Union européenne, et assise sur un programme de coopération, Tacis, qui couvre non seulement la Russie mais aussi onze des quatorze autres républiques de l'ancienne Union soviétique ainsi que la Mongolie. La Russie fait partie de la politique de voisinage de l'Union européenne, politique qui réserve un traitement particulier à l'enclave de Kaliningrad. Cette première partie ferait ressortir que la relation se présente beaucoup plus comme une relation technique que comme une relation politique. C'est une relation centrée sur l'énergie, où les questions affectant la sécurité ont aussi leur importance mais où les affaires strictement politique apparaissent comme quelque peu marginales.

La deuxième partie pourrait s'intituler regards croisés de la Russie sur l'Europe et de l'Europe sur la Russie. Elle se pencherait dans un premier temps sur la manière dont les Russes voient l'Europe. L'Europe est d'abord pour eux un partenaire stratégique. Il s'agit pour la Russie de faire jeu égal avec l'Occident. Elle mise pour cela sur une politique étrangère et de sécurité commune (PESC) faisant pendant à la projection extérieure de la puissance américaine tout en se méfiant de l'apparition d'une entité politique trop forte à ses frontières. On assiste à un certain jeu de bascule des autorités russes entre l'approche consistant à développer une relation directe avec l'Union en tant que telle et l'approche plus traditionnelle consistant à entretenir une relation privilégiée avec certains Etats-membres. Le chevauchement des marches, les marches russes qui sont en même temps les marches de l'Europe, entre aussi dans la vision russe de l'Union. Cela pose la question de l'« étranger proche » et celle des frontières ultimes de l'UE. Les révolutions en Géorgie, en Ukraine et au Kirghizistan ont été mal vécues au Kremlin où elles ont eu pour effet de renforcer le camp des partisans d'un Etat sécuritaire. On constate encore une intéressante évolution de la position russe sur le statut final du Kosovo, évolution qui ne serait pas sans incidence sur les relations de la Russie avec les Etats de son « étranger proche ». En renversant la perspective, en examinant le regard porté par l'Europe sur la Russie, on est conduit à se poser la question des valeurs, ou, plus précisément, de la mesure dans laquelle on peut parler d'une communauté de valeurs. L'idée d'une conception spécifiquement russe de la démocratie, d'une démocratie administrée ou sous contrôle, est-elle recevable par les Européens ? Jusqu'où peut aller la répression de l'opposition et de la société civile sans altérer la nature de la relation politique avec l'Union européenne ? La communication montrera à quel point l'Europe a sous-évalué le traumatisme produit par le terrorisme en Russie. L'Europe n'a pas bien apprécié non plus l'intensité de la crise démographique russe qui fait craindre aux autorités la perte de contrôle à terme des territoires orientaux de la Sibérie. En revanche elle a sans doute eu tendance à exagérer l'influence russe sur son étranger proche.

L'objet de la troisième partie serait de présenter et d'instruire des scénarios pour l'avenir, et plus précisément pour la période conduisant à la succession en 2008. Il y aurait lieu de commencer par spécifier les limites de l'influence de l'Union européenne sur la Russie. Il faudrait examiner différentes tentatives pour influencer le cours des événements en Russie afin de distinguer les approches qui ont réussi (programmes de coopération visant à soutenir la société civile, à renforcer une justice indépendante, à créer des syndicats tout aussi forts et indépendants) de celles qui ont échoué.

Jean-Paul GUICHARD, Université de Nice Sophia Antipolis

Le devenir de la Russie dans une perspective géopolitique/ The future of Russia in a geopolitic analysis dimension

Sébastien HAULE, CIRTAI/Université du Havre

Une « géographie économique » d'un espace euro-asiatique au 19^{ème} siècle : les voyages de Taitbout de Marigny et de Gamba au Caucase russe / An « economic geography » of an euro-asiatic space in 19th century : les travels of Taitbout de Marigny and Gamba in russian Caucasus

La communication que nous nous proposons de faire s'inscrit dans le cadre de la thèse que nous préparons et qui s'intitule : « Les voyageurs « Français » au Caucase au XIX^e siècle : regards et apports à une connaissance géographique de la montagne ».

L'isthme caucasien, entre Mer Noire et Mer Caspienne, se trouve intégré entre 1801 et 1829 à l'empire de Russie, suite aux guerres opposant les russes à la Sublime Porte et à la Perse. Le Caucase, « terra incognita », en parallèle de cette conquête militaire, est sillonné par de nombreux « voyageurs » européens, pour des motifs divers : il s'agit d'officiers, de diplomates, de scientifiques, d'aventuriers... qui vont peu à peu préciser la connaissance et la cartographie de la région. Parmi les voyageurs allant dans la région, les « Français » sont à la seconde place, derrière les Allemands, naturellement plus présent dans l'empire de Russie.

Le 8-10 octobre 1821, un ukase impériale instaure pour dix ans un régime spécial en Transcaucasie (le sud de la chaîne du Caucase, si on adopte une vision russo-centrique) : il y autorise la libre importation et le transit des marchandises étrangères. Cette renaissance – certes temporaire – de ce tronçon de l'ancienne route de la soie est due à une initiative française, celle

impulsée par Jacques François Gamba, et également à l'influence d'un autre français, Jacques Victor Edouard Taitbout de Marigny.

Nous ne reviendrons pas dans cette communication sur les aspects économiques de ce projet, puisque ceux-ci ont été abordés par Jean-Louis Van Regemorter dans un article publié en 1964 dans les *Annales ESC*²².

L'idée est de présenter ici le regard « géographique » de ces deux voyageurs français dont le déplacement dans la région visait à développer cette nouvelle route commerciale entre Europe et Asie. En quoi s'intéressent-ils à la région traversée, quels sont les éléments qu'ils mettent en avant auprès des milieux d'affaires ? En quoi apportent-ils des éléments nouveaux à la connaissance du Caucase en Occident en ce début de XIX^e siècle ? Nous nous appuyons pour cela sur les écrits qu'ils ont produits après leur passage dans la région (récits de voyage publiés par Taitbout de Marigny et Gamba, mémoires rédigés par ce dernier).

Nous nous attacherons dans un premier temps à dresser le portrait de ces deux voyageurs, puis dans une seconde partie, nous aborderons les aspects « géoéconomiques » de leurs voyages, ainsi que les itinéraires empruntés en Transcaucasie. Enfin, nous consacrerons la dernière partie de cette étude à l'impact qu'ont eu les écrits de ces deux voyageurs en Occident, en particulier en France.

A l'aube du XIX^e siècle, parmi les « voyageurs » occidentaux qui se rendent au Caucase, on remarque la présence de deux Français, dont les relations de voyages leur assureront une certaine notoriété.

Le premier est Jacques Victor Edouard Taitbout de Marigny (1793-1852), aristocrate qui se rendra dans la région caucasienne à plusieurs reprises, la première fois en 1818. Ses souvenirs seront édités dès 1821 en Belgique, puis dans les années 1830 en France et à l'étranger. On lui doit également un manuel de navigation sur la Mer Noire.

Le second est Jacques François Gamba (1763-1833) : c'est lui qui est à l'origine du projet commercial visant à réactiver l'axe de transit transcaucasien. Ses voyages sont contemporains de ceux de Taitbout de Marigny : il visite la région dans les années 1819-1824, et missionné par le gouvernement français il sera nommé chevalier et consul de France à Tiflis (aujourd'hui Tbilissi). Ses souvenirs seront publiés en France en 1826, récit dans lequel il expose en même temps ses idées sur un développement possible du commerce dans la région. Il est également l'auteur, en tant que diplomate, de rapports destinés au Ministre des Affaires étrangères de l'époque, conservés dans les archives du quai d'Orsay.

Cette étude est basée sur les premiers écrits de J.V.E. Taitbout de Marigny et le récit de voyage de J.F. Gamba, ainsi que sur les deux mémoires rédigés par ce dernier :

- Taitbout de Marigny (J.V.E.), *Voyage dans le pays des Tscherkesses*, publié par H.J. Klapproth en complément de la relation de voyage au Caucase du comte Jan Potocki, Paris : Merlin, 1829, tome 1 ;
- Gamba (J.F., Chevalier), *Voyage dans la Russie méridionale, et particulièrement dans les provinces situées au-delà du Caucase*, Paris : C.J. Trouvé, 1826, 2 vol. ;
- MAE, Mémoire et documents Russie, tome XXVIII, pièces 8 et 9 : mémoires concernant le Caucase et rédigés par J.F. Gamba.

Nous commencerons l'étude par une cartographie des espaces parcourus par nos deux voyageurs, ceci afin de prendre conscience des régions réellement « explorées ». Ensuite, nous nous attacherons aux thématiques qui intéressent Taitbout de Marigny et Gamba, et voir ainsi quels sont les éléments qu'ils apportent à une connaissance « géoéconomique » de la région.

Enfin, l'influence des voyages de J.V.E. Taitbout de Marigny et de J.F. Gamba en Occident, et en particulier en France, sera abordée à travers les comptes-rendus critiques qui en ont été fait dans les revues de l'époque, comme les *Nouvelles Annales de Voyages* par exemple.

Nous espérons montrer que si le projet de transit transcaucasien a échoué, du fait des vicissitudes « géopolitiques » de l'époque – surtout le blocus continental des côtes de Géorgie et du sud-ouest d'un Caucase russe qui n'est pas encore pacifié de facto - la connaissance

²² Van Regemorter (Jean-Louis), « Le mythe génois en Mer Noire : la France, la Russie et le commerce d'Asie par la route de Géorgie (1821-1831) », *Annales ESC*, 19, 1964, pp. 492-521.

« géoéconomique » de la région a progressé. Et en quoi leurs œuvres constituent des témoignages sur une région euro-asiatique à l'aube de sa conquête par l'empire de Russie.

Samedi 16 décembre 2006

9 heures à 10 heures 30

modérateur : Irina Peaucelle

Viktor SHEINIS, Institut d'Economie mondiale et des relations internationales, Moscou

La société et l'Etat russes au tournant historique (1985-2006)/ Russian society and state in 1985-2006

Deux fois durant le XX s. devant notre pays s'ouvrait la possibilité de dépasser le cliché formé historiquement concernant les relations conflictuelles entre la société et l'Etat. Pour la première fois il a été possible de changer les conditions de cette coexistence dans les années 1950-60, après la dénonciation par Khrouchtchev du culte de la personnalité de Staline au 20^{ème} congrès du PCUS. Alors une telle occasion était plutôt théorique. La volonté et les actions des réformateurs se sont avérées limitées, et la société exposée à la décomposition sérieuse durant la période stalinienne, n'a pas pu engendrer la force, capable de saisir l'initiative et le pouvoir. Une deuxième fois l'opportunité s'est présentée dans les années 1980. Cette fois le rapport de force a été beaucoup plus complexe.

Dans les dernières décennies du XX s. le système soviétique bolcheviste est entré en crise générale. Historiquement il était condamné, mais ses agonies pouvaient se prolonger assez longtemps. L'arrivée aux postes de direction dans le parti (PCUS) et l'Etat du groupe des réformateurs avec M.Gorbachev en tête a donné l'élan à l'élimination de ce système. Le facteur subjectif a prédéterminé le temps et les impulsions des changements. Le point de départ de l'histoire moderne de la Russie (et d'autres ex-républiques de URSS) fut 1985 et non 1989 (la chute du mur de Berlin) ni 1991 (décembre, la dislocation de l'URSS), comme on le pense souvent.

Les gens qui ont donné le départ aux changements représentaient mal l'échelle des problèmes qui allaient inévitablement apparaître, et les conséquences, auxquelles leurs actions devaient mener. (Ce type d'aveuglement s'est produit toujours et partout pendant les tournants historiques rapides). Mais le mouvement de masse, indépendant des pouvoirs et « polychrome » est né dès la proclamation de nouveaux buts, le retrait du contrôle idéologique et l'arrêt des mécanismes répressifs. La partie réformatrice de la direction du Parti communiste de l'Union Soviétique et de l'URSS a cessé d'être le seul moteur des changements.

Les leaders et le groupe militant des démocrates s'appuyant sur le mouvement de masses dans les principales régions du pays se sont retrouvés, déjà en 1989, devant la nécessité de choisir entre:

- le recourt aux outils entre leurs mains pour la pression sur les réformateurs de PCUS, en s'orientant vers le procès évolutionniste de longue durée et en se consolidant comme une force politique indépendante, ou

- mener la lutte pour le pouvoir, misant sur un leader – charismatique, sorti d'un autre milieu.

Chacune de ces variantes était associée aux risques sérieux.

Dès 1989 et surtout en 1990 la circonférence des événements a commencé à se déplacer vers le parlement. Les forces, qui se sont organisées politiquement en tant que groupe Interrégional de députés dans le Parlement Fédéral (de l'URSS), qui ont obtenu plus tard une supériorité de courte durée dans le Parlement Russe, ont cassé le système établi après 1917, et ont ouvert la voie vers la renaissance du parlementarisme russe. Mais dans l'acharnement de la lutte, en s'appuyant sur les sentiments nationaux et n'ayant pas bien estimé la conséquence de leurs actions, les démocrates ont placé beaucoup de leurs forces pour la création du centre du pouvoir alternatif, porté au-delà du parlement et en réalité peu en rapport avec lui – la présidence de la Russie.

En août 1991 le mouvement populaire a fait échouer la tentative du putsch revanchard. Le pays s'est retrouvé une fois de plus devant l'enfourchure des voies historiques. Mais le potentiel créé

par la victoire populaire du mois d'août ne s'est pas réalisé. L'essor politique s'est manifesté brusquement en reflux. Deux coalitions se sont formées, et entre elles dès le printemps 1992, d'abord dans le parlement, et puis dans les rues s'est déroulée la lutte acharnée. Chacune des coalitions était hétérogène. Dans une dominaient les forces conservatrices, nationales et souverainistes. L'autre a manifesté l'amalgame de la nouvelle bureaucratie et des démocrates du premier appel, qui étaient tout de suite éloignés vers la périphérie du pouvoir recréé, transformés d'abord en son échelon du soutien, puis en son chargement. Les tentatives de former «la troisième force» n'ont pas réussi. À mesure de l'aggravation de la situation, les forces et les approches radicales devenaient de plus en plus influentes dans les deux coalitions.

La situation politique s'aggravait sans arrêt dans les années 1992-1993. Les buts initialement déclarés ont été écartés au deuxième plan, s'est renforcé la lutte pour le pouvoir. En Russie, où il n'a jamais existé ni le respect de la loi, ni la culture du compromis, les deux parties du conflit ont dédaigné l'article de la loi, ont transgressé l'interdiction de la violence. La visée n'était pas une recherche de compromis, mais - la victoire, et plus la bataille était destructrice, mieux cela valait. Les événements tragiques de l'automne 1993 (la confrontation entre le Parlement Russe et le Président Russe, B.Eltsine), pour lesquelles les deux parties assument la responsabilité, ont provoqué des graves conséquences et ont laissé une empreinte sur les événements ultérieurs.

Cependant le bilan total de ce que s'est passé dans les années 1980-90, n'est pas négatif. Beaucoup de ce que l'époque de « Perestroïka » n'a pas osé ou n'a pas pu faire a été « réalisé » dans ces années : fut démolie le modèle idéologique "Parti-Etat" dans la présentation stalinienne, et ceci sans guerre civile. On a introduit la Constitution, bien que contenant des biais dans l'organisation du pouvoir de l'Etat, mais fixant les principes démocratiques d'avant-garde dans les relations entre le pouvoir et la société. A la place du système administratif de distribution de biens économiques il y a eu des poussées des relations marchandes et la propriété privée. Le pays s'est ouvert à l'extérieur et a fait une série de pas vers la communauté des Etats démocratiques. Les associations indépendantes de l'Etat, de mass-média et autres ont vu jour. Après 1985 la Russie s'est levée à un tel niveau de la liberté (selon Hegel, l'affirmation, l'élargissement, la diffusion de la liberté est la quintessence du progrès, le sens de l'histoire), qu'elle n'a jamais atteint dans son histoire.

Tout cela, cependant, s'est avéré, dans une grande mesure, réversible. La restitution de l'ordre autoritaire dans la Russie et dans la plupart des anciennes républiques de URSS a commencé étonnamment vite au milieu des années 1990 et après 2000 s'est encore accélérée. S'affirme le modèle traditionnel social et politique c'est-à-dire : un leader péremptoire et ayant beaucoup de pouvoirs, la bureaucratie dominant à la capital et dans les régions (bien que et dans une autre présentation idéologique, mais toujours la même "courroie de transmission"), la société politiquement passive, déçue de sa propre impuissance. Le procès de la restauration prend force. La législation démocratique est retouchée ou devient fiction, à la place du parlement, de la cour de justice, des instituts publics s'alignent les moules, tandis que le business et les principaux mass-médias sont soumis sous le contrôle rigide de l'Etat. On multiplie les attaques, y compris par les moyens rappelant le travail des services secrets du temps passé, contre les organisations non gouvernementales indépendantes. La politique a de nouveau cessé d'être l'affaire publique. Même le mythe stalinien renaît dans l'historiographie officielle et dans la conscience d'une partie considérable du peuple.

La politique étrangère est une question à part. On envenime la société d'une manière orientée par les offenses contre les partenaires étrangers, qui, prétendument ne souhaitent pas "considérer" «les intérêts nationaux» de la Russie. Disons, ici prédomine la mythologie.

Premièrement, les intérêts nationaux sont présentés par le pouvoir et ses idéologues comme quelque chose donné et évident. Mais sur le contenu de ce que sont les intérêts nationaux et de ce qui ne les sont pas, on peut et on doit discuter. On ne peut pas accepter non seulement les provocateurs professionnels remplissant les écrans de la TV du pays, mais aussi ceux, qui voient l'atteinte à leurs sentiments patriotiques personnels dans le fait que la Russie accepte des compromis dans les domaines touchants aux affaires du Monde.

Deuxièmement, les actions rudes dans la politique étrangère russe, souvent assez extravagantes, se suivent et reflètent, comme cela arrive presque toujours, le tournant dans la politique intérieure. Les escapades absurdes et contreproductives, mais impressionnantes, adressées à

l'extérieur (tels que : le conflit autour du gaz avec l'Ukraine, les disputes avec ce pays à cause de la ligne frontalière sur la mer d'Azov, l'interdiction à l'importation des mandarines de l'Abkhazie, quand on n'aime pas les résultats des élections, l'embargo sur les vins géorgiens et moldaves, et puis le déploiement de la campagne antigéorgienne à grande échelle) provoquent la joie auprès du auditoire peu exigeant, habitué à penser dans les catégories dichotomiques "nous" et "eux", et qui pour cette raison, assure au pouvoir un renfort politique important, que ce dernier apprécie et exploite implacablement.

Troisièmement, le pouvoir, en éprouvant douloureusement la perte de la grandeur « impériale », perd de plus en plus le sens stratégique. Il serait naïf d'idéaliser la politique étrangère des pays Occidentaux ; la politique étrangère de n'importe quel Etat contient les éléments d'intéressement, des principes doubles, et parfois de l'imprévoyance élémentaire. Les contradictions existent dans la politique des unions occidentales. Elles se manifestent dans les relations entre la Russie et les Etats-Unis, entre la Russie et l'Europe, mais il serait préférable de se comporter tranquillement et ne pas chercher chaque fois de se mettre en opposition par rapport aux prétentions américaines de s'afficher comme la superpuissance. Les actions politiques et militaires des Etats-Unis subissent parfois la critique méritée également de la part de l'Europe. Les Américains eux-mêmes condamnent « l'orgueil de leur force ». Mais il ne faut pas oublier l'essentiel – les Etats-Unis avec leur potentiel puissant s'engagent à résoudre dans un certain nombre de régions les problèmes, qui sont incommensurables pour la Russie et les autres pays, mais pour la résolution desquels ils sont intéressés. Face aux dédales globaux du XXI s. et, en particulier, le processus irréversible démographique dans le monde, la Russie se trouve dans une liasse avec l'Ouest. Elle doit cesser d'essayer de jouer le rôle d'arbitre partout, dans les relations entre les Etats de l'Ouest et les Etats "offensés", rejeter les jeux enfantins à la « multipolarité » du cours de politique extérieure et refuser définitivement la reconnaissance et la "compréhension" des régimes tels que du Corée du Nord ou de l'Iran, et de tels organisations terroristes, comme le Hamas et le Hezbollah.

Nous constatons, que les interventions des personnalités politiques occidentales et de l'opinion publique contre les violations des droits civils et des lois antidémocratiques en Russie retiennent un peu de ces vellétés. Il y a quelques années un politologue américain écrivait: la Russie semi démocratique peut être seulement un semi allié de l'Ouest. Récemment il a déclaré : la Russie s'éloignant de la démocratie a cessé d'être l'allié de l'Ouest. A peine plus retenue est la position exprimée dans le dernier exposé du Conseil américain sur la politique étrangère. La réaction instinctive de l'« establishment » russe, une fois de plus, est de donner la répartie aux "calomnieurs de la Russie». Dans un tel sport sont parfois impliqués les gens politiques sérieux. Quant aux démocrates russes, les hommes de bonne volonté, il nous faut ne pas se sentir vexés, mais il nous faut écouter, quand on nous dit que notre Etat lèse les droits des citoyens, qu'il se comporte dans les relations avec les Etats voisins, comme l'éléphant dans la boutique de porcelaine, qu'il ne devrait pas se lier avec le régime de Loukachenko à Biélorussie.

La réponse aux questions, pourquoi la deuxième tentative à XX siècle de la transformation démocratique de la Russie n'a pas réussi, pourquoi le pouvoir s'est transféré sans heurtes aux forces de la restauration politique, ne peut pas être réduite à une ou deux explications simples. Ne provoquent non plus confiance les affirmations selon lesquelles les forces au pouvoir, gauchissent les mécanismes de concurrence et les instituts autonomes pour, par les méthodes autoritaires, réaliser (dans le vocabulaire des politologues « de la cour » au moyen de « la démocratie dirigée») plus facilement et plus rapidement la modernisation de l'économie et de la société. Mais le résultat objectif de ce procédé est justement la « démodernisation ». Quant aux motivations subjectives des élites impériales, elles sont préoccupées avant tout par la conservation et la redistribution de la propriété sur les actifs super-profitables.

Les synthèses sociales et historiques des penseurs libéraux, subjectivement honnêtes, méritent une attention particulière dans l'analyse de l'alignement d'une partie importante de réformateurs d'hier du côté de la restauration triomphante. S'ils n'arrivent pas à l'apologie, ils manifestent quand même dans un certain sens une approbation (qui n'exclue pas des appréciations critiques) de la "stabilisation", qu'ils opposent au chaos et les excès des années 1990.

Les faits réels sont là pour étayer l'argumentation de cette position (la croissance économique, bien que avec les rythmes décroissant, l'affaiblissement de certaines branches de la production nationale après la défaillance de 1998, la régularité dans les paiements des salaires et etc.), mais aussi les fantômes (la politique étrangère caressant les sentiments patriotiques, l'"éloignement" des "oligarques" de la politique). L'argument capital est la confiance stable, conservée au cours de plusieurs années, et l'approbation de l'activité du président actuel par la plupart de nos concitoyens, si avantageusement contrastant avec l'opinion sur le premier président de la Russie dans les dernières années de son administration. La stabilité sur la base de la démocratie soi-disant "dirigée" ou "souveraine" prévaut dans cette idéologie et justifie la construction du système pseudo - multipartite d'en haut, l'évincement de la politique publique, l'hypertrophie du pouvoir exécutif (et à son intérieur – des structures et des relations informelles), la création des moulages à la place du parlement, de la cour de justice, des instituts publics, l'instauration le contrôle rigide par l'Etat sur le business et les principales mass-médias, les attaques, y compris par les moyens rappelant le travail des services secrets du temps passé, contre les organisations non gouvernementales indépendantes.

Si la préservation de la stabilité est acceptée à titre d'objectif principal, alors «le problème de 2008» se met au premier plan (ou, dans l'interprétation élargie, les années 2007-2008) et les diverses variantes de sa résolution (le troisième mandat pour V.Poutine, le mécanisme de la transmission du pouvoir au successeur sûr, le changement de la Constitution, la réunification avec la Biélorussie). Ne rejetant pas du tout l'importance de la stabilité (qui permet d'éviter le développement de processus incontrôlables et destructrices, des chocs profonds de la société), ni celle des changements, qui peuvent se produire vers 2008, il faut souligner que les principaux problèmes de la Russie actuellement (la première décennie du nouveau siècle) sont tous autres.

Le premier de la série de problèmes est de savoir les délais, dans la limite desquels reste possible la préservation du type existant de la stabilité fondée sur une haute conjoncture du marché mondial des carburants, sur les flux vers le pays d'énormes rentes de revenu, la domination sans appel du clan politique du Kremlin et la non-alternativité réelle de la plupart des procès et des procédures électoraux. On peut concrétiser ce problème de façon suivante: combien de temps et avec quel degré de succès le relatif accalmie sociale peut être soutenue aux frais de la possibilité de disposer de grandes réserves de ressources naturelles («les projets nationaux»), malgré les processus de « démodernisation » qui la mine (G.Javlinsky), malgré «le jeu de modernisation d'en haut» (E.Jasin), malgré « la constitution de l'Etat corporatif » (A.Illarionov), l'envergure monstrueuse de la corruption (G.Satarov) et les pillages de l'argent du Trésor (V. Poutine).

Même si on admet, suivant certaines prévisions, qu'une haute conjoncture du marché mondial énergétique sera conservée pendant 10-15 ans, on ne peut pas exclure l'influence des facteurs non économiques (faiblement liés avec l'économie) sur la stabilité de la situation politique. L'essentiel ici – la scission possible dans l'élite gouvernante, qui peut ouvrir l'espace pour le retour sur la scène politique des forces, capables d'avancer l'alternative démocratique au régime existant. La « révolution orange » en Ukraine a remporté une victoire non seulement parce que des centaines des milliers de personnes sont sortis dans la rue à Kiev et les rues des autres villes de l'Ukraine. Cette sortie elle-même s'est trouvée possible et efficace, parce qu'avant il y a eu une scission profonde, pratiquement en deux, dans l'élite politique d'Ukraine. Aux dernières élections présidentielles en Biélorussie la manipulation et la falsification étaient plus insolentes, qu'en l'Ukraine en 2005, et la protestation pourrait, semble-t-il, attirer dans la rue de Minsk un plus grand nombre de personnes, qu'il y en eût effectivement. Mais le régime de Loukachenko a réussi à consolider l'élite biélorusse. Si la Russie dans les prochaines années n'est pas impliquée dans «les révoltes inouïes» d'origine spontanée (sur lesquelles on voudrait compter), il ne faut, probablement, pas compter sur un large renouvellement du processus démocratique avant qu'apparaisse une éventuelle scission sérieuse dans l'élite gouvernementale.

La scission dans les élites est une condition nécessaire, mais insuffisante. L'élite n'existe pas dans l'espace social clos. C'est pourquoi la question suivante reste ouverte : quels processus objectifs et subjectifs peuvent provoquer la scission dans l'élite russe consolidée autour du président, créer la situation proche à celle de la veille des élections au Douma de 1999 ? Les impulsions peuvent provenir de l'intérieur, ainsi que de l'extérieur.

Dans le premier cas on ne peut pas considérer comme exclu l'aggravation des positions extérieures de la Russie sous la pression de l'extrémisme et du fondamentalisme agressif islamique et / ou l'expansion imprévisible du géant, qui se redresse à ses frontières orientales. Et l'un et l'autre peuvent inciter les groupes influents d'en haut à tenter de changer la direction du cours de la politique extérieure, rejeter les prétentions sur « pluralité » de l'orientation de politique extérieure et réaliser instamment la ligne à l'intégration organique au système des unions occidentales. Qu'est ce qui doit résulter, à la suite des étapes intermédiaires, sur la politique intérieure ? La collision entre les groupes attachés à l'antiaméricanisme, à l'esprit antioccidental et « impérial », et les groupes au pouvoir responsables, réfléchissants à plus long terme dans le discernement de l'essentiel pour les intérêts nationaux (aujourd'hui la compréhension de nature de ces intérêts est divergente, si non opposée) peut réunir les conditions pour la discussion politique ouverte impliquant de plus larges forces publiques. D'une telle discussion à la présentation des différents programmes préélectoraux, mobilisant l'activité sociale des gens qui ont abandonnés le terrain politique, il n'y a que quelques pas à faire.

Aujourd'hui la montée du mouvement libéral et socio démocratique à l'intérieur du pays - d'en bas et du dehors du système politique en place - du mouvement guidé par des principes pacifiques et constitutionnels, capable à stimuler une partie de la bureaucratie sensée et réaliste au pouvoir de réaliser une révision des valeurs et de leur propre rôle, et puis déchirer les verrous de "la démocratie dirigée», ne semble pas crédible. Cependant la préservation du statut quo – n'est pas la pire des perspectives. Il est nécessaire de voir que contre les promoteurs d'une telle "démocratie" se dresse et, probablement va en se renforçant, la pression d'autre force, non sans laisser-faire, et parfois avec une complicité directe de la part des éléments les plus réactionnaires du groupement au pouvoir. Cette pression se lève une onde de tendances chauvines, xénophobes, allant jusqu'aux manifestations ouvertement fascistes («la Russie pour les Russes», «le Mouvement contre l'immigration illégale» et autres). Sur la vague de l'inassouvissement social les démagogues et les extrémistes, n'enrayant pas des appels et des actions illégales, tenteront de seller les sentiments de mécontentement et former les mouvements correspondants. La matière inflammable pour cela s'accumule furtivement dans le pays. La tentation de secouer la situation, en s'associant sous une ou autre forme à ces forces de l'opposition au pouvoir, exprimée par certaines personnalités publiques de l'orientation démocratique, comptant ainsi intensifier l'impulsion contre le groupement au pouvoir, présente le danger, qu'on ne doit pas sous-estimer. Une telle association peut amener non seulement au discrédit des démocrates russes, mais à la désorganisation grave de la vie sociale, qui peut donner naissance à une dictature encore plus rigide et réactionnaire.

Les forces démocratiques de la Russie, sérieusement affaiblies, divisées, perdant les sièges aux dernières élections, privées d'accès aux médias à une large aire de diffusion, se trouvent devant le choix stratégique et tactique difficile. Dans le sens général la question se pose ainsi : que peuvent et doivent faire les partisans des transformations évolutionnistes, réformistes dans les conditions de la contre-réforme et face à la conscience des masses "déchirée", qui garde la méfiance vers la plupart des institutions publics et du pouvoir, qui a un jugement sévère sur les résultats de leurs "accomplissements", mais pour qui cela se marie avec la confiance stable au président, incarnant la non-alternativité des espoirs (Yu.Levada) ? Il semblerait que les efforts principaux doivent être orientés pas tellement vers la réalisation directe des objectifs plus proches, y compris les objectifs électoraux, que vers la création des structures et les bases et leur maintien dans l'état de mobilisation, capables d'utiliser les opportunités du demain. Il est important de se préparer à ce que devant nous ne soit pas une distance de sprint, mais celle de l'endurance.

L'attention des idéologues et des analystes examinant les perspectives les plus urgentes de la société russe, se concentre essentiellement sur «le problème de 2008». En acquiesçant le fait qu'avec une construction pyramidale du pouvoir la personne qui occupe «le poste №1» exerce une influence importante, parfois décisive sur le développement politique (et par conséquent sur l'ensemble de la société), il est utile, quand même se prévenir contre l'hypertrophie de ce problème pour l'élucidation du futur de la Russie. A la base de l'intérêt exagéré pour cette question de succession se trouve une projection simple du passé sur le futur. Cependant, la sortie au-delà du modèle archaïque, ne répondant pas aux besoins sociétaux du modèle social et

politique moderne peut être réalisée assez brusquement et par des différentes voies y compris dangereuses, même catastrophiques. Le pouvoir ne le veut pas, et, malheureusement, la société ne se rend pas compte du danger. Mais le train des choses casse souvent et pervertit la logique des intentions humaines. Pour que la société russe ne soit pas prise au dépourvu pour la troisième fois il est nécessaire de comprendre ce qui nous est arrivé et pourquoi depuis deux dernières décennies, dans quel point du cycle historique se trouve le pays aujourd'hui, à quel point est instable la stabilité illusoire, venue pour remplacer les chocs de perestroïka et la post-perestroïka, et comment protéger les germes de la société civile contre le soubresaut des forces qui lui sont hostiles.

10 heures 30 à 11 heures 30

Modérateur : Irina Peaucelle

Igor KITAEV, UNESCO

Les universités russes à l'heure actuelle, changements majeurs depuis le début des années 1990, privatisation, développement de l'entrepreneuriat / Russian Universities at Present Times, Major Changes since the early nineties, privatization, entrepreneurialism

At first glance often the state of the Russian university system is characterized as chaotic. On the contrary, the system has adapted to extraordinary social and economic turmoil with considerable vitality and offers new models and structures forged out of circumstances which have no parallel.

Some of these models and structures are genuinely original and deserve consideration. Some institutions are in the process of radically remodelling themselves in very interesting ways. What is remarkable is the survival routes that different universities have taken, the new organizational forms that have been created, and the new approaches to institutional development based on financial diversification.

Entrepreneurialism, as Shattock and Sandgren (2004) suggest, has been more a survival mechanism in Russia than a way of developing the 'self reliant' or the 'stand up' university described by Clark (1998).

Regional/industrial collaboration between universities and public and private enterprises has been more a life line for regional economies than competitive boosters for regional economic activity as envisaged in most Western countries. Not all Russian universities have taken such steps and some large scale classical universities have declined in quality. A key element in whether universities succeed in these new conditions is their commitment to 'permanent investigation of the external and internal environments'.

Fee-paying students. The driver is not solely the need for additional funding but the appreciation that a partnership between a university and major enterprises, private and public are the key to the economic future.

As market conditions in Russia change and become more mature, as enterprises refocus their activities and as regional and global economies recover it will be important for universities to re-emphasize their sensitivity to changes in the environment. In particular, to pay more attention to internal management structures

Foreign student numbers in Russia have fallen since the Soviet times because the government funding is focussed on staff salaries and local student fellowships. The Bologna Process will act as a marker for the development of the Russian higher education system if the system is to derive the benefits of a close integration in the future with European higher education.

The capacity to engage in self-reform is not spread evenly throughout the system. Universities are increasingly competing with each other, offering studies that exist in other institutions. Many graduates (about 70 percent by some estimates) are employed in jobs that do not correspond to their education, which means there is a huge market for second higher education and retraining.

A new role for universities has emerged. It is described variously as third mission, third stream, third flow, third leg, third task, third way. European universities are discovering a third major function, similar, though not identical, to one that has been prominent in the United States. There are certainly overlaps between third mission and regular teaching and research.

Jonkoping University College is an example of private institution run as a corporate foundation, organised in several branches. They may have different areas of specialisation but the common characteristics are tight links with business and industry in research, consultancy, customised training programmes through contracts.

In Finland, the recommendations were made to use professionals in business administration to increase university efficiency. Another reform copied from the private sector is a new merit-based wage system started in 2005. Its rationale is to develop managerial and result-oriented staff policies.

In Spain, university management is still very conservative. But gradual changes are taking place: professors became members of a university and could only move to another institution by open competition. The most tempting trait of the academic profession in Spain is the combination of statuses (a civil servant at university and a professional at the free market).

In all of the countries taking part in EUEREK universities have shifted, over the past twenty years, from being relatively protected public sector institutions to greater financial autonomy and this has meant greater uncertainty.

Uncertainty is the climate that promotes entrepreneurship and it has increased nearly everywhere in the past decade.

Although there is no pan-European policy for higher education development -and the national policy for higher education is the responsibility of each government- the converging trends in Europe are obvious via the Lisbon-Bologna-Bergen processes. The Communications and reports on higher education from the European Commission confirm that.

The internationalisation of European higher education takes place in many forms, such as joint programmes, courses and diplomas, presence of foreign universities offering studies in English, student mobility, research consortia. Expansion of student numbers has led to vastly bigger education systems and also to their diversification.

It is their diversification rather than the expansion in itself that has stimulated entrepreneurialism as institutions jockey for position in league tables and the like. At the level of post-consumerist society reached by West Europe and fast approached by the transitional economies knowledge has acquired or is acquiring more value than material goods and services. While the latter are plentiful and should be replaced for a long time, the breakthroughs in new technologies made many areas of knowledge more complex. While the prices are growing slowly or stagnant or declining for material goods, the price tags of knowledge-related services and products are sky-rocketing.

In all countries and contexts observed large classical universities experience more difficulties to adapt to the highly competitive environment than more specialised smaller institutions who update their profiles and knowledge bases faster. For example, Oxford or Technical University of Valencia are loosing money on their core activities, but may obtain considerable income from auxiliary but highly attractive and well marketed activities.

The most common examples are various types of schools of business administration, fee-paying specialised courses in management, distance education courses with clientele all over the planet, seminars, with best personalities as presenters, studies of foreign languages, computer classes, sports and cultural events, events with alumni, fund-raising events with corporate business, etc. The importance of all mentioned activities is that in the knowledge society the potential target groups of universities exceed the traditional student body only.

They increasingly exceed residential learners only and attract new on-line students overseas. They address the needs of students beyond the core curriculum. They increasingly address the needs of various age-groups as a mode of continuing lifelong learning and postgraduate education.

Globalisation. A concern to have universities that are able to compete with any in the world has been an explicit driver of higher education policy in Finland, Sweden, and the United Kingdom. The potential for student mobility across the globe is increasing exponentially; foreign students become a lucrative market, in particular for universities with English language as media. Students from China, India and other Asian and East European and for Soviet Union countries already bring a considerable income to British universities. 'Educational fairs' are becoming an

essential tool for marketing higher education studies and other learning opportunities of many universities.

The still wide costs differentials between the developed and transitional countries (such as Russia, Poland, Moldova) allow the latter to attract many students from Asia, Africa and the Arab countries, in particular for courses in medicine and engineering disciplines.

The transitional countries of what is sometimes called 'New Europe' (East Europe and the former Soviet Union) are still very different from the 'Old Europe' (Western Europe) in terms of higher education traditions and management.

The entrepreneurialism in higher education took extreme forms in the beginning of market reforms and a system of 'checks and balances' is only emerging with great difficulties. Many features of the 'Wild West' type of problem-solving are still persisting in university management in many cases, in particular as regards financial, space and staff management.

Conclusions

In such countries as Poland, Moldova and Russia the university rectors and top management are often the same people who were there before the transition started. The old well-established classical universities in these countries continue to rely on their past reputation and image. They are prone to change, resist new ideas and practices in university management because their 'place under the sun' as national pan-systemic institutions remains undeterred.

Newly-established higher education institutions are able to compete with them for students only if they have strong government backing and aggressive marketing for trendy courses. Even if they find such a niche, families and students lack trust as there are still many cases of 'fly-by-night' institutions.

There were numerous cases when such institutions were operated without government licence and accreditation or their licences were withdrawn by the ministry of education. There is also powerful lobbying by the 'old' universities against the newly created ones in the governments. In spite of these efforts in Russia the number of higher education institutions doubled since the beginning of market reforms in mid-1980s to about 1,000 at present, which is sign of continuing demand.

Bruno COOREN, Communauté Urbaine de Dunkerque

Stratégies de la Communauté Urbaine de Dunkerque dans l'espace Mer du Nord – Mer baltique

Conclusion générale, débats et synthèse / Global conclusion, debates and synthesis